



Université du Cap
Faculté des Science Humaines
Ecole de langues et de littératures

Masters in French
Teaching French as a foreign language
Année universitaire 2015

**Promotion de l'enseignement et de l'apprentissage du français langue
étrangère dans les écoles secondaires au Lesotho**

Par

Itumeleng MOKHELE

Sous la direction de A/Professor Vanessa EVERSON et Mlle Karin Schmid

The copyright of this thesis vests in the author. No quotation from it or information derived from it is to be published without full acknowledgement of the source. The thesis is to be used for private study or non-commercial research purposes only.

Published by the University of Cape Town (UCT) in terms of the non-exclusive license granted to UCT by the author.

Plagiarism Declaration

1. I know that plagiarism is wrong. Plagiarism is to use another's work and pretend that it is one's own.
2. Each contribution to, and quotation in this report from the work of others has been acknowledged.
3. This report is my own work. I have not allowed, and will not allow, anyone to copy my work with the intention of passing it off as his or her own work.

I acknowledge that copying someone's assignment or essay, or part of it is wrong, and declare that this is my own work.

Date: 29 /01/2016

Signed by candidate

Signature: I. Mokhele

Remerciements :

Je voudrais remercier premièrement A/Professor Vanessa EVERSON, responsable de la formation FLE à l'Université du Cap de m'avoir soutenue tout au long la réalisation de cette recherche. Elle a fait en sorte que je comprenne ce qu'elle attendait de moi et elle m'a aidée à améliorer mon travail. Je tiens aussi à remercier Mlle Karin Schmid de m'avoir relue avec assiduité et rigueur.

Ensuite, je remercie tous les participants qui m'ont aidée à réaliser ce projet. Les responsables des secteurs différents au Ministère de l'Education au Lesotho, les professeurs de français dans les écoles secondaires qui pilotent le projet sur l'introduction de la langue française au Lesotho, M. Cele Radebe de la Faculté des lettres à l'Université Nationale du Lesotho et finalement, j'aimerais remercier l'ancienne directrice de l'Alliance française de Maseru, Mlle Camille Perdereaux de m'avoir encouragée à réorienter ma recherche à chaque fois que je perdais de direction.

Sommaire

Chapitre 1: Le français au Lesotho	6
1.1 L'introduction	6
1.2 Le projet pilote.....	7
1.3 La problématique de l'étude	8
1.4 Le défi de la réintroduction du français	8
1.5 Les réussites et les échecs du projet pilote	10
1.5.1 Le système éducatif lesothan.....	10
1.6 Le plan de l'étude	11
Chapitre 2 : La revue de la littérature	12
2.1 Le statut de la langue française dans le monde	12
2.2 Le statut du français sur le continent africain	16
2.3 Le statut du français au Lesotho.....	22
2.4 La politique linguistique de la République française.....	28
2.5 Quelle est l'importance du français comme langue du développement ?	29
Chapitre 3 L'enquête	32
3.1 L'analyse des besoins	32
3.2 La méthodologie de la recherche.....	33
Chapitre 4: Résultats.....	36
4.1 Analyse des entretiens semi-guidés.....	36

4.2 Analyse des questionnaires	65
Chapitre 5: Propositions, remédiations et solutions	96
5.1 Propositions	96
5.2 Remédiations et solutions.....	102
Chapitre 6: Conclusion	105
Bibliographie :	109
ANNEXE 1	113
ANNEXE 2	114
ANNEXE 3	115
ANNEXE 4	116
ANNEXE 5	118
ANNEXE 6	119
ANNEXE 7	120

LA PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS DANS LES ECOLES SECONDAIRES AU LESOTHO.

Chapitre 1: Le français au Lesotho

1.1 L'introduction

Au Lesotho, il y a un projet pilote pour l'introduction du français dans les écoles secondaires du pays qui a été lancé en 2010 et auquel douze établissements ont participé dès le départ. Pourtant, vers la fin de l'année 2010, une école a retiré son intention d'introduire la langue française faute de professeur compétent dans la didactique du français langue étrangère. Après le lancement du projet pilote, il a été décidé que le français serait offert dans ces onze établissements. Nous discuterons en détails de ce projet pilote dans le paragraphe qui suit dans lequel il sera donc question de onze établissements pilotes¹. Signalons dès le départ que cette étude est centrée sur l'introduction de la langue française dans le système éducatif du Lesotho surtout dans les écoles secondaires de ce pays. Elle cherche également à trouver les raisons pour lesquelles le gouvernement lesothan a choisi le français parmi d'autres langues du monde alors qu'elle vise aussi à chercher comment promouvoir l'apprentissage et l'enseignement du français au Lesotho. De plus, ce mémoire consiste en une évaluation du projet pilote qui a été lancé 2010 dans les écoles secondaires au Lesotho et qui continue à ce jour et que dans le but d'évaluer si le projet marche, nous avons interviewé des personnes clés dont les réponses nous permettent de nous prononcer sur les réussites et les échecs dudit projet.

Rappelons que le français est une langue européenne à l'origine issue de la République française, qui se trouve en Europe alors que le Lesotho est un pays qui se situe en Afrique australe. Pourquoi ce pays africain a-t-il voulu introduire le français dans son système éducatif ? Quelle est l'importance de la langue française pour le Lesotho ? Quel est le statut de la langue française dans le monde et au Lesotho en particulier ? Cette recherche va tenter de répondre le mieux

¹ Voir en annexe 1, page 113 les établissements pilotes.

possible à ces questions. Les démarches pour mener à bien cette étude seront explicitées dans les paragraphes qui suivent. Il s'agit plus précisément d'une enquête qui examinera les réponses du Ministère de l'Education du Lesotho aux questions soulevées ci-haut afin de dépister la valeur de la langue française pour le Lesotho et pour ses habitants.

1.2 Le projet pilote

L'année 2010 est marquée par l'introduction du français dans le curriculum national du Lesotho au niveau secondaire. Cette introduction a démarré au niveau d'un projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les onze établissements secondaires du pays qui, comme nous l'avons déjà indiqué, sont énumérés en annexe 1. L'initiative d'introduire le français dans le programme scolaire du Lesotho semble être plutôt une démarche politique qu'éducative menée par le gouvernement lesothan, mais à quelles fins ? Peut-être pour améliorer le niveau de l'éducation ou bien pour offrir de l'éducation de qualité en ajoutant dans sa politique éducationnelle une langue internationale ? Nous ne savons pas en ce moment mais ce qui reste c'est que la démarche a des éléments réformateurs dans l'ensemble de l'éducation secondaire de ce pays.

Nous l'affirmons parce que le français est tout neuf dans le programme éducatif national du Lesotho puisqu'au moment du lancement du projet de français au Lesotho, il n'y avait pas de créneaux horaires dans les emplois du temps des établissements et il n'y avait non plus assez de professeurs formés pour enseigner cette langue. Pourtant, le *Curriculum and Assessment Policy* (2009 :3) stipule que dès son indépendance en 1966, le Lesotho donne la priorité aux réformes éducationnelles afin de répondre aux besoins développementaux du pays. Cela veut dire que la décision d'introduire le français s'articule autour des priorités historiques du pays dans le secteur de l'éducation nationale.

Le Lesotho est un pays indépendant mais qui est enclavé dans l'Afrique du Sud. Ce pays avait été colonisé par la Grande Bretagne de laquelle il a obtenu son indépendance en 1966. Le Lesotho est un pays démocratique qui tient ses élections tous les cinq ans sauf quand les circonstances particulières requièrent des élections précoces comme c'était le cas le 28 février

2015. Selon McLeod (1989 : 1), la superficie du Lesotho s'élève à 30,350 km². Il est au deuxième rang des plus petits pays d'Afrique Australe après le Swaziland. Il est entouré par un pays plurilingue, car en Afrique du Sud, il y a 11 langues officielles dont l'afrikaans et l'anglais sont les deux langues les plus importantes du point de vue administratif (*SA Languages*).

1.3 La problématique de l'étude

La problématique de cette étude se repose sur la langue française au Lesotho, si elle peut aider le pays à améliorer son économie, surtout l'employabilité des candidats lesothans au marché de l'emploi local et international ? Au Lesotho, les candidats diplômés ne trouvent guère d'emploi. Cela semble avoir une relation avec les matières offertes à ce public quand ils sont élèves soit à l'école secondaire soit dans les institutions de l'éducation supérieure du pays. Est-ce que l'introduction du français dans le programme national d'éducation secondaire lesothan augmenterait l'employabilité de certains bacheliers, de ceux qui ne trouvent pas de travail ? C'est ainsi que, ayant observé et reconnu ce manque dans l'éducation nationale et conscient du taux de chômage très élevé des jeunes lesothans, le gouvernement du Lesotho, à travers le Ministère de l'Education et de l'Apprentissage espère que la réforme du curriculum national qui inclut l'introduction du français sera une façon de répondre aux besoins courants, émergents et aux défis de la vie quotidienne qu'affrontent les candidats lesothans et le pays entier. Il est important de mentionner que le français a été enseigné dans certaines écoles appartenant aux églises évangéliques et catholiques dès les années 80 jusqu'au début des années 90. Cela dit, nous préférons parler du projet d'introduction du français en tant que matière nouvelle parce que des projets similaires qui l'ont précédé, ont échoué, il s'agit donc d'une ère nouvelle.

1.4 Le défi de la réintroduction du français

Ce phénomène du défi de la réintroduction du français s'est manifesté lors des différentes phases du projet pilote. D'abord, c'était au niveau du ministère car il n'y avait pas de personnes spécialisées en français dans le Ministère de l'Education lors du lancement du projet pilote de l'introduction du français. Ensuite, au niveau des établissements qui comptent sur le Ministère et les partenariats du Lesotho pour la provision des ressources pédagogiques en ce qui concerne le

projet du français au Lesotho, il est nécessaire de surligner qu'en premier lieu, il n'y avait pas de manuels lors du démarrage de ce projet même si plus tard dans l'année scolaire 2010, les manuels sont arrivés. Ce délai a empêché l'exploitation efficace de ces manuels car vers la fin de l'an 2010 les professeurs n'étaient pas à l'aise par rapport à leur utilisation. En plus, les établissements qui allaient dispenser des cours de français ont reçu moins de cinquante exemplaires tandis qu'il y avait plus de 200 élèves en *Form A*² dans certaines écoles surtout dans les zones urbaines où le taux de scolarisation est assez élevé en comparaison des zones rurales.

Le deuxième problème concerne le choix des manuels car il était impossible de commander les bons manuels faute d'argent. Les manuels qui sont arrivés, don de l'Ambassade de France en Afrique du Sud au Lesotho semblaient être conçus pour les apprenants du français langue maternelle et seconde. Même si ces supports pédagogiques avaient une certaine valeur, ils étaient hors contexte au Lesotho car les contenus sont basés exclusivement sur la France. Les professeurs de français dans les établissements pilotes l'ont souligné comme handicap en 2010 lors d'un stage de professeurs de français en signalant que ces méthodes ne captent pas la réalité des apprenants du français en Afrique australe et particulièrement au Lesotho.

Le troisième problème auquel il a fallu faire face concerne la situation géographique relativement isolée du Lesotho par rapport aux pays francophones. Il est important de préciser que, sur le terrain, la langue française est éloignée de la vie quotidienne des apprenants car ils sont en contact avec la langue seulement pendant la leçon de français à l'école. Alors cela a diminué le désir de s'exprimer en français parmi le premier groupe d'élèves impliqué dans ce projet et la même observation a été faite avec les groupes suivants par les professeurs qui indiquaient leur désarroi lors des réunions des professeurs organisées par l'Association des Professeurs de français au Lesotho.

² Le système éducatif lesothan est structuré en trois grandes phases majeures qui sont le niveau primaire, le niveau secondaire et le niveau supérieur (après le niveau secondaire, cela renvoie aux institutions supérieures comme les collèges, les polytechniques ou les universités d'assurer l'éducation tertiaire). Le niveau secondaire est appelé *la Form A* ou *Form 1* pour la huitième classe et ces *forms* ou classes avancent successivement selon la réussite de l'apprenant à chaque niveau jusqu'à la *Form E* ou *Form 5* qui correspond à la douzième classe du cycle de l'éducation secondaire. Le niveau secondaire est essentiel car elle détermine si l'apprenant peut progresser à l'éducation supérieure.

1.5 Les réussites et les échecs du projet pilote

D'abord, nous nous proposons de passer brièvement en revue les réussites de ce projet avant d'en évoquer les échecs. Dès son lancement, donc depuis son démarrage en 2010, le projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français a administré les examens nationaux trois ans de suite. Malheureusement, le *Junior Certificat French Report* (2013) ne donne pas les chiffres des candidats qui ont passé leur examen en français. Ce document indique seulement que onze établissements pilotes ont participé pour la deuxième fois aux examens nationaux en français au titre de projet pilote en 2013. Cependant ces examens ont eu lieu en 2012, 2013 et 2014 successivement. En plus, les chiffres des établissements qui ont été impliqués dans ce projet au début sont stables car, comme nous l'avons déjà précisé, il y a eu seulement une école qui a retiré son intention d'introduire le français faute de professeur compétent dans la didactique du français langue étrangère. Ensuite, nous avons vu un essor dans le recrutement des professeurs qualifiés de français par le Ministère de l'Education au Lesotho. Ces éléments indiquent à nos yeux des réussites certaines.

Malgré ces réussites, ce projet pilote a connu quelques handicaps; le premier étant les problèmes budgétaires cars il y avait des délais dans l'élaboration et la distribution des syllabus de français auprès des établissements qui pilotaient le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. Cela forçait les professeurs à utiliser les toutes premières ébauches de ce document qui n'avait pas été peaufiné. Deuxièmement, les syllabus de la *form A* à la *form C* ont été produits en retard et la même chose s'est passée en 2014 quand les établissements ont dû offrir le français au niveau suivant, à savoir la *form D*.

1.5.1 Le système éducatif lesothan

Il convient à ce stade de rappeler qu'au Lesotho, la huitième année de scolarité marque le passage à l'école secondaire. Chaque année à partir de cette huitième année est connue sous le nom de *Form*³. Nous notons que de telles désignations diffèrent d'un pays à l'autre. En Afrique du Sud, par exemple, c'est le mot « *grade* » qui est utilisé pour signifier *form* (au Lesotho) ou

³ Voir la note en bas de la page 9 pour l'explication des différentes années de scolarité.

classe en français. Il s'agit ici de la manière dont sont désignés les différents niveaux de l'éducation post primaire.

En guise de conclusion à cette partie, nous rappelons que les deux paragraphes précédents nous ont éclaircis sur les réussites et les handicaps du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho tout en évoquant brièvement la progression qui s'opère au sein du système éducatif.

1.6 Le plan de l'étude

Cette étude se compose de 6 chapitres dont le premier c'est l'introduction au projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires du Lesotho. Comme nous venons de le voir, dans ce chapitre, nous avons identifié la question de l'étude, les réussites et les échecs du projet pilote. Ensuite c'est le deuxième chapitre, qui porte sur la revue de la littérature. Dans ce volet, nous examinons le statut du français dans le monde, en Afrique et puis au Lesotho à partir des recherches menées dans le but de promouvoir la recherche sur l'épanouissement de la langue française. C'est dans ce même chapitre où nous abordons la politique linguistique de la République française. Le chapitre trois est l'enquête et dans ce chapitre nous expliquons la méthodologie de cette recherche en nous penchant sur les instruments utilisés pour recueillir les données. Puis le chapitre quatre présente les résultats de la recherche alors que le cinquième chapitre se penche sur des propositions, des remédiations et des solutions. Le sixième chapitre quant à lui est la conclusion de cette étude.

Chapitre 2 : La revue de la littérature

Ce chapitre se concentre sur les recherches menées dans le but de promouvoir et de diffuser la langue française dans le monde. Il se divise en quatre parties dont la première est centrée sur le statut du français dans le monde ; la deuxième se penche sur la situation du français sur le continent africain alors que la troisième partie se focalise sur le statut du français au Lesotho. La quatrième partie, quant à elle, aborde la politique linguistique de la République française et elle traite le français comme langue du développement.

2.1 Le statut de la langue française dans le monde

Dans cette partie, la recherche se focalise sur des points de vue et des opinions générales par rapport au statut de la langue française dans le monde. Quelle place occupe-t-elle globalement dans des institutions différentes ? A-t-elle un rôle à jouer dans les débats mondiaux ? Dans tous les pays du monde, la langue française a des statuts aussi divers que celui de la langue de communication, d'enseignement, langue officielle, seconde ou étrangère.

Selon Lescure, responsable du département du FLE à l'université d'Angers, lors d'un entretien en avril 2006 avec Chauvet, directeur du Centre Départemental de Documentation Pédagogique (CDDP) de la Sarthe, la langue française a un rôle indéniable à jouer dans les domaines culturel mais aussi géopolitique et économique dans le monde. A cet égard, des institutions telles que l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ou l'Alliance française (Af) peuvent l'aider à jouer ce rôle car elles promeuvent la langue française dans le monde à travers la recherche et les activités culturelles qui visent à diffuser cette langue dans le monde. Ces institutions fonctionnent comme des réseaux de promotion et de diffusion du français ainsi qu'outils pour la promotion et la distribution du français dans le monde. C'est ce qui est relevé par Johanson (2007) dans son œuvre sur la promotion du français lors qu'il écrit :

« La promotion de la langue est une question prioritaire pour les pays francophones et il existe aujourd'hui des associations qui travaillent avec des problèmes concernant la diversité

linguistique de la langue française, et essayent de préserver et de protéger la langue contre l'uniformisation que trop de mots anglais implique » (Johanson, 2007 : 2)

D'ailleurs, d'après Balibar (1994 : 106), les circonstances historiques et géographiques telles que la colonisation et le positionnement stratégique de la France en Europe où siègent les nombreuses organisations importantes, ont accordé un rôle central à la langue française. Elle est ainsi considérée comme langue diplomatique qui est principalement utilisée dans les villes où siègent les institutions européennes et celles de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le français est une langue officielle ainsi que langue de travail dans les organisations internationales et les principales enceintes multilatérales. Selon l'OIF⁴ le monde francophone se compose de 70 États desquels 56 sont membres et 14 sont observateurs. La diplomatie française indique aussi que la langue française constitue le lien fondateur des 56 pays réunis au sein de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Ces pays partagent la langue française entre eux. D'après le site de la Francophonie, la Francophonie est le dispositif institutionnel qui organise les relations politiques et de coopération entre les États et gouvernements de l'OIF.

La langue française est présente dans les cinq continents du monde. Mulinga (2006 : 8) signale qu'en Europe, elle est utilisée en Belgique, en Suisse, au Luxembourg et en France. Ensuite, en Amérique, elle est utilisée au Canada à Montréal et à Québec alors qu'en Afrique, le français est une langue officielle dans plusieurs pays au Nord et à l'Ouest du continent. En Asie, le français se trouve dans le système éducatif des pays. En outre, la Synthèse de l'OIF (2010 : 9) décèle que le français est une langue d'enseignement et l'une des rares langues apprises dans quasiment tous les pays du monde. Cela signifie que le français est présent dans les systèmes éducatifs des pays et qu'il est enseigné aux niveaux différents soit au niveau primaire, secondaire ou universitaire. Elle est langue maternelle ou langue seconde pour environ 181 millions de personnes. Plus de 82.5 millions de personnes apprennent le français et la demande pour apprendre le français a augmenté malgré une récession économique connue par la plupart du monde au XX^e siècle (Frederick, 2006).

⁴ <http://www.francophonie.org> [le 30 juin 2009]

En ce qui concerne l'enseignement du français dans le monde, Lescure (2006) indique que le français c'est à la fois une discipline scolaire dans les institutions scolaires car la langue étrangère est perçue comme un élément de bonne éducation et une composante essentielle à un dispositif de formation offert à un public recherchant la distinction. Se former en français peut mener à des professions, à l'interprétation ou à l'enseignement, par exemple, et ouvre à des opportunités d'emploi dans d'autres domaines qui ne sont pas mentionnés. Lescure insiste que sur l'ensemble de la population scolaire apprenant le français hors de France, on compte environ 90 millions d'apprenants, et 500 000 enseignants dont 250 000 en dehors de la francophonie.

Selon Larbi (2006 :7) la notion d'une langue étrangère est tout d'abord une notion de politique linguistique. Cela dit, une langue est étrangère dans un pays lorsque les instances politiques lui attribuent ce statut. Ainsi l'OIF (2014 : 6) affirme que sur les 62 millions de francophones, la majorité apprend le français comme une langue étrangère, le plus souvent au collège, au lycée et au cours des études supérieures puisque la langue française partage avec l'anglais le privilège d'être enseignée sur les cinq continents et dans pratiquement tous les pays du monde.

Ensuite, l'OIF (2014 : 10) insiste que sur les 125 millions de personnes en situation d'apprentissage du français, près de 49 millions suivent un enseignement de français langue étrangère alors qu'un peu plus de 76 millions ont le français comme vecteur d'enseignement dans les 159 pays étudiés. Dans l'étude menée par l'OIF, nous constatons l'importance du français comme langue étrangère. Les statistiques de publics qui apprennent le français augmentent et cela montre que cette langue se disperse par les moyens mis en place par les institutions qui surveillent l'avenir du français dans le monde. Ces institutions incluent l'OIF, l'Institut français (IF), la diplomatie française et d'autres qui ne sont pas abordées ici. Malgré la récession économique évoquée par Frederick (2006), la langue française a expérimenté une croissance significative car le public qui l'apprend a augmenté par 42.5 millions de personnes en 2014. Cela dit qu'entre 2006 et 2014, près de 5 millions de nouveaux apprenants s'inscrivent au français par an.

En outre, le document qui s'intitule la Synthèse l'OIF (2010 : 9) indique que la langue française est aussi promue et enseignée par des réseaux de coopération bilatéraux ou multilatéraux d'origine étatique ou non gouvernementale. Ces relations seront mises en évidence dans la partie de ce chapitre qui évoque les relations entre la France et le Lesotho qui seront discutées dans les paragraphes qui suivent et qui se penchent sur le statut de la langue française au Lesotho.

Par ailleurs, Perret *et al* (2007 : 57) constatent que le français est une langue officielle dans vingt-huit États. Ces chercheurs affirment que cette langue est la seule langue officielle dans dix de ces États et qu'elle est une langue co-officielle dans les autres. En Afrique, elle est une langue officielle dans plusieurs pays, comme le Burundi, le Cameroun, le Centrafrique, Djibouti, la Guinée-Équatoriale, Madagascar, le Rwanda, le Tchad, le Sénégal et le Mali. En Amérique, le Canada et Haïti sont les deux pays dans lesquels le français a le même statut de langue officielle que dans les pays évoqués ci-haut. En Europe, il tient cette position en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et en France. En Océanie et en Asie, le français est parlé aux Seychelles et au Vanuatu.

De surcroît, Perret *et al* (2007) insistent que les analyses s'accordent au moins sur un constat : dans tous les pays où le français est une langue officielle, seule ou à côté d'autres langues, la maîtrise du français est la clé de l'accès au savoir, à la santé, au développement et détermine, outre l'exercice de la citoyenneté, la réussite scolaire et l'accès à l'emploi. Également, Mulinga (2006 : 9) déclare qu'il est confirmé que 100-110 millions d'étudiants appartenant à tous les groupes d'âges qui vivent hors des pays francophones apprennent la langue française pour communiquer avec des francophones lors des voyages, lors des entretiens d'embauche et de bourse pour étudier dans les pays francophones. Il constate que le français est la seconde langue enseignée et apprise dans le monde après l'anglais.

D'après Perret *et al* (2007) en 1994, on comptait dans le monde 75,3 millions d'apprenants de français. Huit ans plus tard, en 2002, ce nombre est passé à 90,7 millions, soit une augmentation de 20%. Ces chercheurs déclarent que près de 40% de ces apprenants, soit 34,5 sur 90,7 millions, sont originaires des pays francophones d'Afrique subsaharienne et de l'Océan indien. D'après

Lescure (2006) lors du même entretien avec Chauvet que nous avons déjà évoqué, l'estimation du nombre de personnes qui apprennent le français au niveau scolaire et universitaire révèle les chiffres suivants : 18 018 000 en Afrique du Nord et au Moyen Orient, 33 398 000 en Afrique Subsaharienne et en océan Indien, 8 490 000 en Amérique et en Caraïbe, 2 020 000 en Asie et en Océanie, 27 708 000 en Europe, soit un total de 89 634 000. Les chercheurs indiquent qu'ils n'étaient que 81 669 900 en 1998. Par rapport aux 125 millions de personnes recensées par l'OIF en 2014 il est évident que la population qui s'intéresse à l'apprentissage du français augmente chaque an dans tous les continents.

Dans cette première partie du chapitre, nous avons constaté le statut du français dans le monde, statut qui est principalement celui d'une langue étrangère. Les statistiques qui soutiennent certaines affirmations et que nous venons d'évoquer nous aident à comprendre l'ampleur de la langue française dans le monde. Il nous convient maintenant de nous pencher sur le statut du français sur le continent africain.

2.2 Le statut du français sur le continent africain

Selon l'OIF (2014 : 3) le français réunit des locuteurs dont le cercle s'enracine progressivement en Afrique. Il est ainsi quasiment parlé non seulement dans les pays africains qui ont été colonisés par la France mais aussi dans des pays comme le Zimbabwe, le Botswana, l'Afrique du Sud et d'autres pays sur le continent africain où vivent des locuteurs français provenant de la France ou bien les francophones de l'Afrique et qui figurent parmi les apprenants du français dans ces pays. Il convient de préciser que quelques-uns de ces pays sont d'anciennes colonies de la France et c'est ici où la langue française se nourrit. Il s'agit de pays tels que le Congo, le Soudan, le Cameroun et d'autres qui ne sont pas abordés dans le contexte de cette étude. Dans ces pays, la langue française est une langue seconde, c'est-à-dire qu'elle est la langue apprise après la langue maternelle (Mulinga : 2006). Le français tient également le statut de langue d'enseignement et de langue officielle ou co-officielle car il occupe la deuxième position après les langues maternelles.

Ensuite, d'après l'*Année Francophone Internationale* (2006 : 217) la situation du français sur le continent africain est particulière. Elle est une langue de l'administration, de l'enseignement et de la communication internationale. Cet ouvrage constate néanmoins que le français est dans la vie quotidienne en contact permanent avec les langues africaines qui sont habituellement les langues d'usage. Le français est ainsi utilisé avec ces langues. Cela a pour conséquence le développement de nouveaux parlers français adaptés aux réalités du continent africain car il y a des français natifs qui vivent ailleurs dans le monde et dont le fascicule de cours le *Monde francophone* nous renseigne plus sur leur existence.

Ngamountsika (2007 : 1) porte une attention particulière aux pays africains francophones. Il dit que dans ces pays, le français est une langue d'usage et qu'il est fonctionnel par rapport aux langues africaines. A cet égard, le français garde toujours son prestige et son utilisation croît dans la pratique communautaire des locuteurs. Prenant le cas du Congo, Ngamountsika insiste que le français se congolise et se popularise. Par ailleurs, tout le monde au Congo veut le pratiquer et l'apprendre à sa guise. Au Congo, la langue française est devenue un instrument quasi obligé de la communication nationale.

La *Synthèse de l'OIF* (2010 :10) a adopté une approche régionale pour traiter le sujet du français sur le continent africain, et d'après la *Synthèse* la zone de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient est partagée entre quelques pays qui font une place au français dans leur système d'enseignement pour tous. Ce document cite le Maghreb et le Liban comme exemple de ces pays. D'ailleurs, l'étude des cas effectuée par l'OIF en Egypte et en Syrie laisse entendre que l'image du français évolue dans le sens d'une revalorisation de son utilité professionnelle.

2.2.1 Le français en Afrique subsaharienne

D'après la diplomatie française, parmi les vingt-neuf États partout dans le monde ayant adopté le français comme langue officielle, vingt-deux sont situés en Afrique subsaharienne et ont choisi la langue française pour accompagner leur développement⁵. C'est-à-dire que la connaissance du français chez une grande partie de la population procure aux pays des positions favorables dans

⁵ http://www.diplomatie.fr/fr/rubrique_imprim.php3?id_rubrique=11830 [le 14 août 2009]

leurs rapports avec la France en tant que pays développé qui facilite les négociations sur les enjeux très pressants dans le monde comme la paix, le développement durable et l'environnement. Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne compte le plus d'États membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Maurais *et al* (2008) affirment que l'Afrique constitue et constituera le bassin démographique de la Francophonie. Selon eux, sur une population estimée à 187 700 000, l'Afrique Subsaharienne compterait 28 157 000 francophones, soit environ 15% de la population totale de cette région. De la même façon, Lescure (2006) indique que le nombre de francophones augmente d'une façon générale dans cette région.

Selon l'OIF (2014 : 3), en dépit des nombreuses difficultés de nature quantitative et qualitative connues par l'Afrique subsaharienne, le français bénéficie d'une croissance démographique dans la région. Les systèmes éducatifs continuent à accorder une place privilégiée à la langue française. Rappelons que l'Afrique australe constitue l'une des grandes régions de ce continent et qu'elle est plutôt anglophone. Le français y est une langue étrangère et la demande en français s'exprime de différentes manières. D'après Defays (2003 : 9) la demande en matière d'enseignement du français langue étrangère et seconde (désormais FLES) ne cesse de se développer et de se diversifier dans les pays francophones et non francophones ; du coup, les besoins en matière de formation à cet enseignement se font de plus en plus sentir dans les universités, les écoles supérieures ou dans le cadre de formations continues organisées pour les professeurs qui veulent se spécialiser dans ce domaine. Ainsi, en Afrique Australe, ce besoin se manifeste comme indiqué dans les paragraphes qui suivent.

Premièrement, la demande du français s'exprime à travers le système éducatif. Examinons l'exemple de l'Afrique du Sud abordé dans l'article intitulé *Problématique de l'enseignement du français dans la société multiculturelle sud-africain*,⁶ il est question ici du fait que dans le passé en Afrique du Sud, le français était enseigné dans les collèges les plus importants et prestigieux de chaque ville, mais il n'était enseigné ni dans les collèges noirs ni dans les collèges métis. Quand il était choisi par les lycéens blancs parmi les six matières présentées à l'examen final, le

⁶ <http://laboratories.univ-reunion.fr/oracle/document/285.htm> [le 15 juin 2009]

français venait en troisième place après l'anglais et l'afrikaans qui étaient les deux langues officielles et obligatoires. Margerison⁷ indique que la situation actuelle de la langue française en Afrique du Sud est à première vue que le français est enseigné dans presque toutes les écoles privées et dans les universités. De plus, grâce aux Alliances françaises, plusieurs écoles gouvernementales ont accès au français soit dans leurs propres établissements soit dans les Alliances françaises elles-mêmes.

Par ailleurs, selon Mukenge *et al*⁸, au lendemain des élections démocratiques de 1994 en Afrique du Sud, des changements dans la conception du système d'enseignement s'imposent. Sous le coup de force du concept de transformation, l'enseignement secondaire et universitaire trouve un regain de force. Au-delà, il a paru utile de justifier la place d'une langue étrangère telle que le français à ces niveaux. Son importance dans la vie politique, économique et scientifique d'un pays doté de onze langues officielles était indéniable car la France a joué un grand rôle dans le développement de l'Afrique du Sud à cette époque. Cela est affirmé par l'Agence de Développement Française que nous évoquons dans ce qui suit.

Selon Belanger (2008), en Afrique du Sud, l'apprentissage et le développement du français s'inscrivent dans une politique de bon voisinage car ce pays cherche à se désenclaver et à travailler en relation plus étroite avec l'Afrique francophone. D'ailleurs, l'Agence Française de Développement indique qu'elle intervient en Afrique du Sud depuis 1994 en offrant des solutions de financement innovantes et d'assistance technique afin d'accompagner le gouvernement dans sa politique de développement. Cela dit même en ayant 11 langues officielles, l'Afrique du Sud a toujours besoin d'autres langues étrangères afin d'atteindre ses objectifs développementaux. C'est pourquoi la langue française est indispensable pour l'Afrique du Sud.

Selon la diplomatie française, au Botswana, en Namibie et au Zimbabwe bien que ce soit dans une moindre mesure, il y a également une demande de la part des autorités locales pour

⁷ <http://ressources-cla.univ-fcomte.fr/gerflint/Afrique australe1/mercatique.pdf> [le 8 septembre 2009]

⁸ <http://www.lianes.org/La-francophonie,-les-Alliances-et-le-Français> [Le 20 septembre 2009]

généraliser l'enseignement du français en tant que langue étrangère au niveau secondaire car les Ministères de l'Education de ces pays ont montré l'intérêt d'offrir la langue française dans leurs systèmes éducatifs. Il y a aussi des initiatives fortes pour remédier à la pénurie grave de professeurs de français et pour renforcer les capacités universitaires de formation des professeurs. Au Botswana, par exemple, à l'occasion de sa visite officielle en France lors de la journée internationale de la Francophonie, le président de ce pays, M. Festus Mogae, a signé un accord dans le cadre de la coopération pour le développement de l'enseignement du français dans le système éducatif du pays avec le secrétaire d'État français à la coopération et à la francophonie, M. Alain Joyandet⁹.

Deuxièmement, la diplomatie française montre que la demande en français se manifeste à travers les organisations internationales basées en Afrique Australe¹⁰. D'après cette source, les relations politiques et économiques qui réunissent la Namibie, le Botswana, le Zimbabwe et la Zambie avec l'Afrique du Sud incitent ces pays à l'ouverture de leurs politiques vers le reste des pays africains. D'après Mukenge *et al* (2006), près de la moitié des pays membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), plus précisément 21 des 51 pays, ont pour langue officielle ou langue officielle prédominante, le français. C'est à travers une organisation régionale qui s'appelle la Communauté de Développement des pays en Afrique Australe connue sous le nom de SADC que les pays dans cette région se réunissent et partagent leurs opérations de maintien de la paix. Dans le SADC, le français tient la place de la troisième langue après l'anglais et le portugais.

Troisièmement, la demande en français s'exprime dans le monde du travail. Parmi les fonctionnaires, par exemple, une demande importante en français se manifeste surtout dans les domaines chargés des questions internationales ou membres d'organisations panafricaines et aussi dans les milieux militaire et policier¹¹. De la même façon, la demande en français des affaires et du tourisme a vu un essor en relation avec les développements de ces secteurs dans les

⁹ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article_imprim.php3?id_article=61039 [le 8 août 2009]

¹⁰ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article_imprim.php3?id_article=42827 [le 8 août 2009]

¹¹ Voir la note 7 en bas de page 17 pour la source.

pays concernés. Selon Mukenge *et al* (2006), les données chiffrées avancées par la Commission du commerce en Afrique du Sud montreraient qu'il y a plus de 100 entreprises françaises de toutes tailles à travers la gamme des activités économiques en Afrique du Sud qui emploient plus de 16 000 Sud-Africains. Alors ces chercheurs soulignent que les entreprises françaises auront évidemment besoin de personnels sud-africains non seulement qualifiés dans un domaine ou un autre du commerce et des affaires, mais pouvant aussi manier la langue française convenablement sur le marché où ils représenteront leurs entreprises.

Par ailleurs, d'après une enquête réalisée par le Ministère des Affaires étrangères ¹² en 2006 auprès de 78 filiales d'entreprises françaises implantées dans 33 pays sur l'ensemble des continents, ces entreprises exigent de leur personnel une compréhension du français. La culture d'entreprise est facile à appréhender pour le personnel local lorsqu'il maîtrise le français. Selon l'annuaire de *French South African Chamber of Commerce and Industry* (FSACCI) (2008 : 3), les entreprises françaises qui se trouvent en Afrique du Sud incluent l'Agence Française de Développement (AFD), le Groupe Agence Française de Développement sous la marque (PROPARCO), SAINT-GOBAIN (produits de constructions), Logistique Internationale (SDV), Eurocopter, Air France, Total, ALSTOM, RENAULT, PEUGEOT, Sagem Défense Sécurité.

Pour résumer cette partie sur le statut du français sur le continent africain, nous nous contentons de dire que la langue française a ses bassins démographiques en Afrique et cela continuera puisque les pays africains qui ont l'anglais comme langue officielle ont également fait preuve d'un intérêt pour le français à travers leurs systèmes éducatifs. Le français se trouve au niveau de l'éducation secondaire et universitaire en Afrique. Cela nous amène à la discussion du statut du français au Lesotho.

¹² Ministère des Affaires Etrangères. *Oui je parle français*. 2006.

2.3 Le statut du français au Lesotho

Après avoir vu la place du français dans le monde et plus spécifiquement sur le continent africain, penchons-nous maintenant sur la politique linguistique du Lesotho et sur la situation du français au Lesotho.

2.3.1 La politique linguistique du Lesotho

D'abord, nous voulons divulguer la politique linguistique du Lesotho avant d'aborder le statut du français dans ce pays car elle nous informera sur les langues reconnues dans ce pays. Selon Cruq (2003), la politique linguistique se définit comme l'ensemble des choix d'un État en matière de langues et de cultures. Elle prend la forme d'un document qui comprend les objectifs généraux, le statut, l'emploi et la fonction des langues, les implications en matière d'éducation, de formation et de communication.

Précisons qu'au Lesotho la politique linguistique fait partie de la Politique du Curriculum et de l'Évaluation (2009). Ce document (2009 : 13) indique que la Constitution du Lesotho stipule que le sesotho et l'anglais sont les deux langues officielles du pays. Les habitants parlent le sesotho, qui constitue la langue maternelle. Elle est utilisée comme langue d'enseignement dès la première classe du niveau primaire jusqu'à la troisième classe de même niveau. À partir de la quatrième classe, l'anglais est considéré comme une langue d'enseignement et c'est une matière obligatoire du niveau primaire de système éducatif du Lesotho jusqu'au niveau universitaire. Néanmoins, cette politique envisage le plurilinguisme dans le pays. Elle n'interdit pas les autres langues qui existent à côté du sesotho et de l'anglais. Ces langues ont le statut des langues minoritaires car elles sont parlées par peu de personnes au Lesotho. D'ailleurs, elles sont plutôt régionales car elles se trouvent parmi certaines tribus dans des zones isolées du Lesotho.

2.3.2 La situation du français au Lesotho

Dans cette partie, l'étude traite de la situation du français au Lesotho en se penchant tout d'abord sur la relation entre la France et le Lesotho puis sur l'enseignement du français à l'Alliance française au Lesotho et l'enseignement du français dans le système éducatif lesothan.

2.3.3 La relation entre la France et le Lesotho

Manyawu (2007 : 94), déclare que de tous les pays en Afrique Australe, le Lesotho est celui qui a le plus de relations uniques avec la France. Il met l'accent sur des liens historiques avec la France, parce que les premiers missionnaires qui sont venus au Lesotho étaient d'origine française. Comme l'insiste Manyawu (2007), la langue et la culture françaises ont des relations significatives avec celles de ce pays que nous évoquerons brièvement dans ce qui suit.

En 1833, Eugène Casalis, Thomas Arbousset et Constant Gosselin, trois missionnaires franco-canadiens, ont rencontré pour la première fois le roi Moshoeshoe qui était l'un des anciens rois des Basotho et qui a fondé cette nation (Mission : 1997). Ces missionnaires ont eu un impact sur le plan linguistique du pays. Manyawu (2007 : 94) cite Castel qui indique que les missionnaires français ont renforcé la base de l'unité du Lesotho en transcrivant la langue sotho et en traduisant la Bible dans cette langue. Ils ont également contribué au développement de l'infrastructure de ce pays. Ils ont bâti des écoles et des hôpitaux qui sont en bon état jusqu'à aujourd'hui. Bien que dans toutes les écoles établies à l'aide de ces missionnaires, la langue française ne soit plus enseignée, il existe des empreintes durables laissées par ces trois messieurs.

À ce jour, selon le site de la diplomatie¹³, les relations politiques du Lesotho avec la France se sont cependant peu développées. Le roi Moshoeshoe II s'était rendu en France en novembre 1995 dans le but d'améliorer les relations entre ces deux pays et entre-temps, la présence de la France au Lesotho s'est fait sentir par les gestes diplomatiques auprès du roi Letsie III. La France présente ses nouveaux ambassadeurs en Afrique du Sud et ses nouveaux consulaires auprès du roi du Lesotho chaque fois qu'il y a des changements administratifs au sein de l'Ambassade de France. De plus, les Jalons de l'Alliance (2008) indiquent que l'Alliance française à Maseru abrite les consulats honoraires de France et d'Allemagne. Le Lesotho n'a pas d'ambassade à Paris. Par ailleurs, le 11 septembre 2007, le secrétaire d'État à la Coopération et la Francophonie, Jean Marie Bockel a effectué une première visite officielle d'un membre du gouvernement français depuis l'indépendance du royaume. Il a remis une aide alimentaire d'un montant de 500.000 USD aux autorités du pays.

¹³ http://diplomatie.gouv.fr/frpays-zones-geo_833/lesotho/index.htm [le 14 août 2009]

De plus, un fonctionnaire au Ministère des Affaires étrangères au Lesotho a indiqué dans une communication personnelle que le gouvernement français fournit au département de français à l'Université nationale du Lesotho des professeurs de français. Cette personne a aussi fait remarquer que le gouvernement français offre des bourses aux Lesothans pour étudier en France. Au niveau multilatéral, ce fonctionnaire a ajouté que la France soutient le Lesotho à travers l'Union Européenne dans la section du Fond Européen pour développement alors qu'elle assiste le Lesotho aussi dans le programme mondial de l'Alimentation.

2.3.4 Le statut de la langue française au Lesotho.

Rappelons que l'Alliance française qui est une fondation française de droit privé reconnue d'utilité publique et dont la mission est la promotion de la langue et de la culture françaises à l'étranger, a été créée le 21 juillet 1883 à l'initiative de Paul Cambon alors chef de cabinet de Jules Ferry et avec l'appui d'un comité composé de personnalités telles Louis Pasteur, Jules Verne et Armand Colin. Il y a 283 Alliances françaises¹⁴ dans le monde y compris celle du Lesotho.

En ce qui concerne l'Alliance française de Maseru, elle a été créée en 1981. Elle contribue à l'enseignement de la langue française et délivre des diplômes spécifiques ou ceux définis par le Ministère de l'Éducation Nationale de la France (le DELF, Diplôme d'Étude de Langue Française et le DALF, Diplôme Approfondie de Langue Française). Le public qui assiste à ces cours est des débutants complets ainsi que ceux qui ont déjà quelques acquis en français. Les chiffres des apprenants varient de temps en temps selon les saisons et les calendriers scolaires des publics différents.

L'Alliance française du Lesotho participe également aux activités interculturelles qui visent à promouvoir la culture francophone au Lesotho. Selon les Jalons de l'Alliance française (2008), cette institution soutient des spectacles locaux dans les domaines de la mode traditionnelle Basotho, de la musique, de la poésie et des danses locales. Cette pratique est devenue la norme de l'Alliance française car cela continue bien aujourd'hui.

¹⁴ [http:// www.alliancefrancaise.org](http://www.alliancefrancaise.org) [le 20 septembre 2009]

Comme il a été expliqué dans le chapitre 1, le système éducatif lesothan se compose de trois parties¹⁵ : l'éducation de base, l'éducation secondaire et l'éducation supérieure. La première partie, qui est l'école primaire, dure sept ans au terme desquels l'élève obtient un certificat. Le secondaire dure cinq ans. Il y a aussi un certificat délivré au terme de ce niveau. La durée des études universitaires ou supérieures dépend des filières au sein desquelles s'inscrivent les étudiants.

Selon Manyawu (2007 : 89), la majorité des écoles lesothanes n'enseigne pas le français. Les jeunes lesothans qui découvrent cette langue le font à l'Université nationale du Lesotho sauf ceux qui ont assisté aux écoles privées dans le pays pour leur éducation secondaire. Ensuite, Alberola (2009) lors d'une étude sur la situation du français au Lesotho, montre qu'au Lesotho, parmi les 311 écoles secondaires, la langue française est enseignée seulement dans six (6)¹⁶ écoles comme matière obligatoire. Ces écoles qui offrent le français sont privées et elles appartiennent à des individus indépendants. Néanmoins, depuis 2010 jusqu'à présent, tout a changé grâce au projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français grâce auquel ce chiffre a augmenté de six à onze. Parmi les six écoles identifiées par Alberola lors de son étude en 2009, deux sont reconnues comme des écoles internationales parce qu'elles délivrent des certificats qui sont reconnus dans la plupart des pays du monde. Il y a onze enseignants de français dans ces six écoles dont un grand nombre est formé à l'étranger aux pays tels que la République Démocratique du Congo, la France, le Canada et le Zimbabwe. Les autres sont formés à l'Université nationale du Lesotho. Le tableau ci-dessous nous classifie les six écoles qui ont offert la langue française avant le lancement du projet pilote et les six qui se sont jointes à elles pour constituer les onze écoles qui pilotent le projet du français au Lesotho comme il est indiqué à la page 1 du premier chapitre de ce travail. Rappelons qu'il y a une école qui a dû se désister (à savoir Machabeng International College of Lesotho).

¹⁵ Voir l'explication du système de l'éducation lesothan au chapitre 1 page 8.

¹⁶ Ces six écoles enseignaient déjà le français avant que le projet pilote n'ait vu le jour. En outre, il est important de noter que cinq de ces établissements font partie du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. Il y a 6 autres établissements qui ont introduit la langue française pour la première fois à la veille du projet pilote. Cela fait le total de onze écoles pilotes.

Tableau 1 : les écoles qui offrent la langue française au Lesotho

Les écoles qui offraient le français avant 2010	Les écoles qui offrent le français depuis 2010 jusqu'à présent	Total
1. Methodist High School	St James High School Mokhotlong	2
2. Sofia English Medium	Sefika High School	2
3. Leribe English Medium School	Thetsane High School	2
4. Machabeng International College of Lesotho. ¹⁷	Tsakholo High School	2
5. National University of Lesotho International School	Maseru High School	1
6. New Millennium English Medium	John XXIII	2
Total		11 établissements

Penchons-nous à présent sur une brève classification des écoles qui offraient déjà la langue française comme matière avant le lancement du projet pilote en 2010. Pour commencer, à Methodist High School, le français a été enseigné à travers un club deux fois par semaine jusqu'au début du mois d'août 2009. À partir de cette date il a pris le statut de matière obligatoire car le chef de l'établissement a embauché un professeur de français. Dès que le français est devenu une matière obligatoire, les apprenants ont commencé à suivre six heures de cours de français par semaine.

Dans la deuxième école qui est Sofia English Medium, le français est aussi enseigné comme une matière principale depuis la huitième classe jusqu'à la neuvième. En 2009, un seul élève qui était

¹⁷ Machabeng International College ne fait pas partie du projet pilote de l'enseignement du français comme l'indique le paragraphe qui précède le tableau.

en douzième a passé l'examen de français au niveau national. Il a été certifié mais avec une qualification d'une échelle locale.

Dans la troisième école, connue sous le nom de Leribe English Medium, le français est enseigné dans toutes les classes. En 2009 lors de l'étude sur la situation du français au Lesotho, le syllabus était en train d'être mis en place par des enseignants de français dans cet établissement. Néanmoins, au delà de 2010, le Centre National du Développement de Curriculum connu comme NCDC a pris en charge l'élaboration du syllabus pour toutes les écoles qui piloteraient l'enseignement et l'apprentissage du français et aussi pour celles qui l'enseignaient déjà.

Dans le quatrième lycée qui s'appelle Machabeng International College of Lesotho et qui a un statut international, les élèves ont besoin de la permission des parents pour apprendre le français. Cette institution a créé son propre syllabus et elle utilise des manuels tels que *Métro Vert*, *Métro Rouge*, *Équipe* et *Nouveau Tricolore*. Ensuite dans la cinquième école, National University of Lesotho International School qui a le même statut international que Machabeng International College est utilisé le syllabus qui est reconnu par le Conseil des examens du Lesotho. Cette école utilise *Tricolore* 1 à 5 comme manuels. Puis il existe une dernière école qui enseignait déjà le français avant le projet pilote. Elle s'appelle New Millenium High School. Elle offre le français depuis 2009 jusqu'à présent et en 2010 lors du lancement du projet pilote de l'apprentissage et de l'enseignement du français, New Millenium était parmi les établissements pilotes.

Au niveau universitaire, Manyawu (2007 : 88) indique que le département de français à l'Université nationale du Lesotho révèle des estimations des étudiants dans la première année universitaire d'être environ 93 étudiants qui se sont inscrits pour étudier la langue française en première année. Il dit que la plupart de ces étudiants sont des débutants complets.

Comme nous l'avons déjà constaté, la langue française a le statut de langue étrangère au Lesotho car elle ne figure pas dans les documents officiels de ce pays ni comme langue d'usage du pays. Néanmoins, comme il a été précisé, elle est enseignée dans onze écoles secondaires et à

l'université nationale du Lesotho. Le *Curriculum and Assessment Policy* (2009 : vii) stipule que la politique linguistique du Lesotho reconnaît le plurilinguisme des citoyens du pays et l'existence d'autres langues à part les deux langues officielles au Lesotho, celles-ci étant le sesotho et l'anglais, comme il a été indiqué précédemment.

2.4 La politique linguistique de la République française

Ayant vu la présence de la langue française au sein des systèmes éducatifs des pays du monde, il est important de nous informer sur la politique linguistique de la France afin de connaître son contenu et ses propos vis-à-vis d'autres langues parlées en France. Selon le Ministère de l'Education nationale (2012), la politique linguistique de la France s'inscrit dans un cadre européen qui doit tenir compte de la Charte européenne des langues régionales minoritaires. D'après ce texte rédigé par le Conseil de l'Europe en 1992, signé par le gouvernement Jospin en 1999, il existe plus de soixante-quinze (75) de ces langues parlées traditionnellement par les citoyens français sur le territoire de la République et qui ne sont langues officielles d'aucun état. Ces langues reflètent la richesse et une diversité culturelles reconnues par une politique de soutien et de valorisation. C'est-à-dire que l'aménagement linguistique de la France prend compte du plurilinguisme et de l'existence des langues minoritaires.

Admettons qu'aujourd'hui, les pays et les citoyens existent non seulement au niveau national mais également au niveau mondial, cela signifie donc qu'à l'ère de la mondialisation, la langue française n'appartient plus à la République française. En d'autres mots, le français est une langue mondiale. Cette constatation est confirmée par le Ministère de l'Education nationale (2012) qui se prononce sur la politique de la langue et la mondialisation où il stipule que le français n'est plus la langue des élites cultivées ni celle de la diplomatie nationale. C'est ainsi que l'OIF dans sa brochure intitulée *la Politique Intégrée de promotion de la langue française* insiste que la politique de la promotion de la langue française doit être commune et multilatérale dans ses priorités tandis que ses modalités d'action et de mise en œuvre doivent être nationales et adaptées à chaque contexte.

Nous comprenons donc par ce qui précède que la politique linguistique de la République française favorise le plurilinguisme et la diversité culturelle, dont nous en retenons la richesse, richesse à laquelle fait référence Boen (2011 : 2) qui déclare que « la participation des citoyens à la communauté politique [qui] n'exclut pas pour autant leur appartenance à d'autres communautés et à la politique ainsi que leur transmission d'une langue ou une culture particulière, régionale ou étrangère font la liberté de chacun ».

2.5 Quelle est l'importance du français comme langue du développement ?

Avant d'aborder cette question, il est important de comprendre le terme « développement ». Ce terme est transversal car il se présente dans tous les domaines de la vie, par exemple dans les domaines culturel, économique, politique et social. Selon Le Petit Larousse (2001 : 329), le développement renvoie à l'ensemble des différents stades par lesquels un organisme ou un être vivant passe pour atteindre sa maturité. L'autre sens de ce mot comme cité dans la même source, c'est « l'amélioration qualitative durable d'une économie ».

Dans l'intérêt général de l'étude, nous proposons la définition suivante qui englobe toutes les disciplines. Dans cette étude, le terme « développement » est conçu comme les différents stades de progression vers la croissance d'une entité. Ainsi, l'Observatoire de la langue française de l'OIF (2012 :1) met en valeur la présence de la langue française dans les cinq continents qui sont confrontés à des contextes économiques, climatiques, écologiques, commerciaux et géostratégiques très divers qui inclut la régulation financière. Alors cette langue a des impacts sur le développement des pays puis qu'elle est une langue qui est utilisée pour discuter de ces défis mondiaux.

De plus, l'Observatoire de la langue française de l'OIF (2012 :1) insiste que parler français est un atout professionnel puisque la maîtrise de plusieurs langues étrangères comme le français constitue un atout décisif dans la compétition internationale et les économies mondialisées. Cela montre que le français a des impacts sur le développement des ressources humaines de qualité internationale.

Ensuite, du point de vue de la perspective éducationnelle, celle-ci étant parmi les indicateurs majeurs du développement dans le monde entier, la Synthèse de l'OIF (2010 : 9) indique que le français est présent dans les systèmes éducatifs de nombreux pays. C'est-à-dire que le français contribue au développement des pays qui l'offrent. Il aide les pays à surmonter le chômage car ceux qui ont appris le français peuvent être embauchés comme professeur de français, interprète, traducteur, entre autres. L'Observatoire de la langue française de l'OIF (2012 : 3) montre que les recherches de Grin sur le poids économique des langues ont traité la question du français pour les 29 pays où le français a conservé une place importante dans la vie sociale, culturelle et éducative. Bien que le Lesotho ne fasse pas partie de la recherche menée par Grin, la place du français dans la vie sociale, culturelle et éducative du pays se manifeste à travers les activités diverses initiées par l'Alliance française de Maseru. Cette dernière organise des fêtes de musique, des soirées films et elle offre des cours de français aux publics jeunes et adultes qui s'intéressent à apprendre la langue et la culture françaises.

En outre, la francophonie compte de nombreux pays membres au sein des divers regroupements économiques régionaux dans les cinq continents. En Amérique, il y a l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et la Communauté des Caraïbes (Caricom). Puis en Afrique, il y a la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) alors qu'en Europe, il y a l'Union Européenne et en Asie, c'est l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN). D'après l'Observatoire de la langue française (2012 : 3) toutes ces institutions font une force d'attraction pour les échanges favorisant l'emploi et la croissance économique.

Le français peut également être considéré comme langue du développement car cette langue a un rôle à jouer dans les discours de développement au sein des organisations internationales et régionales dans les différents continents. Il est utilisé dans les négociations des actions globales pour répondre aux défis mondiaux comme la santé, l'éducation, la paix, le développement durable et pour l'emploi en général.

Pour résumer, la langue française est importante dans le monde car elle sert de moyen de communication au sein des organisations internationales qui discutent de l'avenir du monde en

traitant les sujets aussi prégnants que la paix, la santé, l'éducation, le changement climatique et le développement durable entre autres. Cette langue est présente dans les cinq continents et l'Afrique constitue un bassin démographique pour la croissance de la francophonie. A l'égard du français au Lesotho, cette langue a des liens anciens avec ce pays grâce aux trois missionnaires français qui sont venus au Lesotho en 1833 et auxquels nous avons déjà fait référence. Pourtant, l'importance du français à cette ère de mondialisation n'échappe pas au Lesotho, c'est pourquoi ce pays intègre la langue française dans son programme scolaire au niveau secondaire afin que le pays puisse se valoriser économiquement, socialement, culturellement et dans tous les domaines de développement dont la connaissance du français se fait sentir. Il convient maintenant de nous pencher dans le chapitre qui suit sur l'enquête de l'étude.

Chapitre 3 L'enquête

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur la démarche employée pour mener à bien l'étude sur la promotion de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho. Cette partie traite l'analyse des besoins qui discute en détail pourquoi le gouvernement lesothan a introduit le français dans son système éducatif ; la méthodologie de la recherche ainsi que les instruments qui sont administrés pour recueillir les données pertinentes à la recherche. Il est important de noter qu'il y a plusieurs approches à la recherche qui sont déterminées par le genre des données visées par l'enquêteur. Donc, pour cette étude, les approches qualitative et quantitative sont exploitées pour récolter les données qui nous permettent de répondre aux questions de l'étude qui se sont présentées dans le premier chapitre de cet ouvrage, sections 1.1 et 1.3.

3.1 L'analyse des besoins

Selon l'ancienne chef de curriculum secondaire au Ministère de l'Education au Lesotho lors d'une conversation approfondie en 2009 sur le projet de l'enseignement du français dans les écoles secondaires au Lesotho, le gouvernement lesothan a recensé le déficit des compétences en matières des langues étrangères et par conséquent, les candidats lesothans ne pouvaient pas occuper certains postes globalement faute de manque de connaissances des langues étrangères, plus précisément, le manque du français parmi les candidats d'origine lesothane. Cela a empêché les candidats lesothans de pénétrer les marchés internationaux d'emploi.

La conséquence en est que le pays se trouve sous pression économique car le gouvernement ne peut pas générer l'emploi pour tous ses citoyens. Dans le document intitulé "*Needs Assessment and Drawing up of an Action Plan for French Learning in Secondary Schools*" (2009), toutes les parties prenantes participant au projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français se sont réunies à Maseru, la ville capitale du Lesotho pour débattre des besoins précis du Lesotho en ce qui concerne la langue française. Toujours selon le discours de l'ancienne chef du curriculum

secondaire, il est évident que la langue française est une nécessité pour le Lesotho en ce qui concerne la vie économique du pays.

3.2 La méthodologie de la recherche

D'après le Petit Larousse (2006 : 686) le terme méthodologie renvoie à l'ensemble des méthodes et des techniques d'un domaine particulier. Cette définition est pertinente pour les études scientifiques parce que ces études doivent donner les mêmes résultats quand elles sont refaites avec les mêmes méthodes ainsi que les mêmes techniques quand il est nécessaire de valider les résultats des recherches. Dans le contexte de cette étude, la méthodologie est conçue comme toutes les démarches suivies pour mener à bien la recherche. Ainsi, les deux approches principales de la recherche qui sont les approches qualitative et quantitative sont employées pour générer les données de qualité qui permettraient à l'enquêteur de répondre suffisamment aux différentes questions de cette étude.

Les données qualitatives et quantitatives sont récoltées par les instruments qui sont discutés ci-dessous. Pourquoi l'enquêteur décide-t-il d'employer les deux approches à la fois ? Tout d'abord, l'enquête qualitative est moins chère puisqu'elle n'implique pas beaucoup de participants. De plus, le chercheur peut découvrir les perspectives différentes qui ne sont pas attendues pendant la collecte des données car il peut observer les gestes faits par le participant quand il/elle répond aux questions. Ensuite, le chercheur peut clarifier les questions que le participant trouve difficiles et il peut aussi demander aux répondants de clarifier certaines réponses, ce qui est bien sûr moins possible avec le questionnaire. Bien que les données qualitatives ne puissent pas être généralisées, elles donnent le goût sur ce qui se passe sur le terrain et cela permet de comprendre le contexte de la recherche.

Quant à l'enquête quantitative par contre, Couvreur *et al* (2002 : 7) indiquent que celle-ci permet de mesurer des opinions ou des comportements. Elle peut également permettre de décrire les caractéristiques d'une population ayant une opinion ou un comportement particulier. Alors dans le but d'équilibrer cette recherche, nous avons recouru à une triangulation des deux approches car elles se complètent surtout quand certaines données sont en forme des chiffres. De plus, selon

Hervé (2011 : 48), la recherche qualitative ne s'oppose pas à la recherche quantitative sauf que les deux approches exigent des compétences différentes de la part du chercheur. Pour lui, la recherche qualitative cherche à comprendre comment les acteurs pensent, parlent et agissent dans un contexte donné.

3.2.1 Questionnaire

Les questionnaires (disponible en annexe 7, page 120) ont été conçus pour recueillir des données auprès des professeurs de français dans les écoles secondaires qui pilotent le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. Cet instrument est l'une des techniques les plus utilisées dans la recherche quantitative et il est apparu favorable aux professeurs et au chercheur parce que les professeurs étaient en stage de formation continue pour les établissements pilotes qui a eu lieu dans les enceintes de Ministère de l'Education lesothan. Alors les questionnaires ont permis aux deux parties de gagner du temps car les professeurs étaient libres seulement pendant le déjeuner. Par conséquent, les questionnaires ont été distribués et récupérés à la fin de ce stage et cela a donné aux professeurs le temps de réfléchir sur certains chiffres requis par l'enquêteur.

Les questions que comportaient ces questionnaires étaient semi-ouvertes car elles exigeaient des informations numériques et verbales qui sont spécifiques à chaque établissement. Dans ce cas, le chercheur n'a pas suggéré les réponses mais il a attendu les réponses des enquêtés selon l'ordre des questions posées. Néanmoins, les items dans ces questionnaires ont été standardisés car ils étaient les mêmes pour tous les professeurs.

3.2.2 Entretien semi-guidé

Les entretiens semi-guidés sont les instruments utilisés dans la recherche qualitative car la plupart des données sont d'une forme verbale. Ces entretiens n'étaient pas standardisés car chaque entretien a visé un interviewé dans son champ de travail bien que ce soit toujours dans le domaine de l'éducation. Ainsi, des entretiens semi-guidés (disponible en annexe 2-6, à partir de la page 114) ont été conçus pour le chef des langues au Centre National du Développement de Curriculum, pour le chef du curriculum secondaire au Ministère de l'Education lesothan, pour les

deux professeurs de français à l'Université Nationale du Lesotho, pour le Conseil des Examens au Lesotho, pour l'Assistant technique au projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho, pour l'Attaché de coopération pour le français chez le Ministère des affaires étrangères et du développement international et pour la Directrice de l'Alliance française de Maseru. Les questions posées dans ces instruments ont permis aux interviewés de donner leurs avis sur l'avenir du français au Lesotho et surtout sur les réussites et les échecs du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho.

Ayant discuté de la piste méthodologique de cette étude, nous nous penchons maintenant dans le chapitre suivant sur les résultats qui ont été récoltés grâce aux instruments qui sont élaborés ci-dessus.

Chapitre 4: Résultats

Dans ce chapitre, nous analysons les données recueillies par les deux techniques principales de la recherche qualitative et quantitative, qui sont les entretiens semi guidés et les questionnaires semi-ouverts. Ces données sur le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho ont été récoltées auprès des personnes ressources dans les différents secteurs du Ministère de l'Education lesothan comme le Centre National du Développement de Curriculum, le bureau du Chef de curriculum des écoles secondaires, le chef du département français à l'Université Nationale du Lesotho et auprès des enseignants du français dans les écoles qui pilotent le projet du français au Lesotho. Les tableaux et les graphiques sont utilisés pour analyser les chiffres alors que l'analyse de contenus est effectuée pour dépouiller les données verbales ainsi que des opinions et des pensées individuelles. D'ailleurs, la comparaison des statistiques est aussi effectuée afin de comparer le niveau de croissance des effectifs de français dans les institutions qui offrent la langue française au sein de système éducatif au Lesotho. Nous commençons par présenter l'analyse des entretiens semi-guidés avant de nous pencher sur celle des questionnaires.

4.1 Analyse des entretiens semi-guidés

Huit entretiens semi guidés ont été élaborés pour les personnes ressources au sein du Ministère de l'Education et dans d'autres institutions qui s'intéressent au projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français comme l'Université Nationale du Lesotho, l'Alliance française de Maseru et l'Association des professeurs du français au Lesotho. Au Ministère de l'Education, le chef des langues (l'anglais et le français) au *National Curriculum Development Centre*, et le responsable d'exécution pour le curriculum des écoles secondaires ont été interviewés. A l'Université Nationale du Lesotho, deux guides d'entretiens ont été conçus pour le chef du Département de français et pour l'enseignant de français dans la Faculté de l'Education. En ce qui concerne l'*Examination Council of Lesotho*, une grille d'entretien a été élaborée pour la directrice afin d'accéder aux statistiques des apprenants qui ont passé les examens du français depuis 2012 jusqu'au présent. Les trois derniers entretiens ont été élaborés pour l'Attaché de

coopération et des relations internationales de la France en Afrique du Sud, pour la Directrice de l'Alliance française et pour le président de l'association des professeurs du français au Lesotho.

Pourtant, cette analyse n'est basée que sur cinq entretiens semi- guidés car la directrice de l'*Examination Council of Lesotho*, le professeur de français dans la Faculté de l'Education à l'Université Nationale du Lesotho et l'Attaché pour la promotion du français en Afrique du Sud n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été envoyées soit par mél soit pendant les rendez-vous fixés quand la chercheuse est allée au Centre d'Examen et à l'Université pour les interviewer. Pour l'assistant technique pour le projet pilote du français au Lesotho, il ne pouvait pas répondre à la plupart des questions et pour celles auxquelles il a pu répondre, c'était la répétition de ce que certains participants au Ministère de l'Education avaient déjà dit. C'est pourquoi ces réponses ne sont pas incluses dans les résultats.

Alors ayant présenté les questionnaires semi-ouverts et les entretiens semi guidés, nous nous penchons maintenant sur les résultats récoltés grâce à ces deux techniques. D'abord, nous traitons des interviews dont l'analyse sera suivie par celle des questionnaires.

Interview 1

La première personne à être interviewée est le chef de français et d'anglais au *National Curriculum Development Centre* (NCDC) En réponse à la première question de la grille d'entretien (annexe 2, page 114), le répondant indique qu'il y a onze établissements qui offrent le français sous le projet pilote de l'enseignement de français au Lesotho.

Ensuite par rapport à la deuxième question de la même grille d'entretien, l'interviewé signale que le NCDC s'occupe de l'élaboration du curriculum de français et il poursuit l'enseignement du français dans tous les établissements pilotes en envoyant l'assistant technique à observer et suivre le projet. Alors cette réponse indique que le projet du français au Lesotho est surveillé car il y a l'assistant technique qui s'occupe de la surveillance de ce projet. Cela veut dire que le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho est observé de temps en

temps pour dépister son progrès. Ainsi, le progrès des élèves et le comportement des professeurs pendant les cours de français sont observés.

De plus, en réponse à la troisième question de la grille d'entretien (en annexe 2, page 114), le chef du français au centre de développement du curriculum déclare que dans les onze écoles qui pilotent le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français, il y a 4396 apprenants de français en 2015. Ces chiffres sont significatifs par rapport au moment du lancement de ce projet il y a cinq ans. Le nombre d'élèves qui apprend le français au sein du système d'éducation secondaire au Lesotho augmente. On peut donc affirmer que la langue française se répand au Lesotho à travers le système éducatif de ce pays. Cette langue ne cesse pas de se faire approprier dans les écoles secondaires du Lesotho car chaque année scolaire, il y a des centaines de nouveaux apprenants qui s'inscrivent pour débiter leur éducation secondaire dans ce pays. D'ailleurs, le fait que le français soit enseigné à tout niveau est opportun pour la diffusion et la promotion de la langue française au Lesotho car certains de ces élèves qui aiment le français peuvent le poursuivre pour leur éducation supérieure à l'université.

A cet effet, le tableau ci-dessous résume les effectifs du français dans les écoles pilotes au Lesotho par établissement suivant des informations fournies par le chef du français au NCDC pendant cette interview.

Tableau 2¹⁸ : les effectifs de français dans les écoles pilotes au Lesotho par établissement en 2015

Etablissement	Les effectifs en français
1	463
2	107
3	414
4	150
5	250
6	532
7	521
8	430
9	507
10	561
11	461
Total	4396 apprenants

Egalement, en réponse à la quatrième question qui cherche à savoir s’il y avait une augmentation des établissements secondaires qui offrent le français, le répondant indique qu’il n’y a pas d’augmentation dans les nombres d’établissements car, depuis 2010, il y a seulement onze écoles qui enseignent le français comme langue étrangère sous le projet pilote de l’enseignement et de l’apprentissage du français. Il semblerait que cette vision du français au Lesotho donne une image vague de la distribution du français au Lesotho. En effet, elle nous pousse à nous poser les questions suivantes: « Est-ce qu’il n’y a pas plus d’écoles qui s’intéressent à la langue française au Lesotho ? Quelle réponse le NCDC donne-t-il aux chefs d’établissements qui voudraient introduire le français dans leurs écoles ? Pourquoi ce centre n’ouvre-t-il pas les portes aux nouvelles écoles qui aimeraient enseigner la langue française ? Et quelles en seraient les

¹⁸ Cette numérotation correspond à celle qui est utilisée dans le tableau 1 qui donne le nom des écoles.

conséquences pour le français au Lesotho à l'avenir ? Toutes ces questions ouvrent les pistes pour les recherches sur le projet du français au Lesotho dans l'avenir.

Effectivement, le fait que le NCDC tarde à ouvrir ses portes aux établissements qui voudraient intégrer la langue française dans leurs curricula suscite plusieurs questions chez le chercheur qui se demande si de telles institutions auraient toujours l'intérêt pour l'enseignement de la langue française au moment où le centre créerait enfin cette occasion étant donné que les priorités institutionnelles varient d'une école à l'autre au fil des années. C'est-à-dire que si une telle école voulait enseigner le français au début de 2015 et qu'elle n'ait pas eu l'opportunité de le faire, l'année suivante, elle pourrait remplacer ce choix en sélectionnant une autre matière qui, elle aussi, manque actuellement à son curriculum. En bref, ce délai constitue un échec pour le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho.

De plus, l'interviewé déclare qu'il y a des manuels de français et des ressources humaines pour enseigner la langue française en réponse à la cinquième question qui porte sur les ressources qui sont mises en disposition pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage du français au Lesotho (annexe 2, à la page 114).

Suivant notre analyse de la réponse ci-dessus, par contre, nous constatons que les deux ressources mentionnées ci-dessus ne suffisent pas au déroulement efficace d'un projet de cette envergure. Il sera important à l'avenir d'aborder les rôles des parties prenantes concernées car celles-ci contribuent certaines ressources pour faciliter ce projet, par exemple, les personnes responsables de l'élaboration des syllabus, les entités qui soutiennent les formations des professeurs de français entre autres.

Penchons-nous maintenant sur la réponse du chef de français à la sixième question de l'interview (annexe 2, page 114), selon lui, le fait que les syllabus élaborés pour le projet soient bien exploités par les enseignants pour réaliser les objectifs du pays et l'augmentation des chiffres de professeurs de français employés par le Ministère de l'Education sont les indicateurs de réussite

pour le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles pilotes au Lesotho.

Admettons que la question de réussite soit subjective car elle dépend des intérêts des individus, en ce qui concerne le projet du français au Lesotho, nous pouvons nous attendre à une diversité de réponses sur cette question selon le poste et le secteur de travail des interviewés au sein du Ministère de l'Education. Pour le chef de français au NCDC, la priorité est le curriculum du français qui atteint les objectifs du pays. C'est pourquoi les syllabus qui correspondent aux objectifs nationaux lui sont essentiels. Ensuite, pour lui les statistiques des emplois créés autour de la langue française sont de bons indicateurs de réussite. Quoi qu'il en soit, les deux éléments qui nous venons de mentionner constituent autant d'indicateurs du progrès de ce projet car ils marquent l'évolution du projet de l'apprentissage et de l'enseignement du français au Lesotho.

Ensuite, en réponse à la septième question de la grille d'entretien (annexe 2, page 114), ce premier interviewé dit qu'il y a environ 30 professeurs qui sont employés jusqu'à ce jour.

Les statistiques des professeurs de français montrent que le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho a contribué à la création de 30 postes d'emploi au sein du Ministère de l'Education. Alors cela a des effets positifs pour l'économie du Lesotho car les enseignants de français salariés cotisent aux impôts du pays. De cette constatation, l'étude pourrait répondre à certaines questions qui sont soulevées dans le tout premier chapitre car elle montre que le gouvernement lesothan a choisi la langue française parmi d'autres langues du monde pour contribuer au développement du pays.

Egalement, en réponse à la huitième question (annexe 2, page 114) selon le chef de français au NCDC, les fonds constituent la grande barrière aux désirs du NCDC parce que le centre aurait voulu recruter un responsable dans la section de français mais sa requête a été rejetée par le Ministère de l'Education à cause d'un manque de fonds. Au lieu de créer ce poste, le Ministère a décidé de proposer des bourses d'inscription pour ces deux employés à l'Alliance française de Maseru.

Les ressources matérielles, financières et humaines ne seront jamais proportionnelles aux besoins institutionnels. C'est pourquoi les institutions devraient recourir aux moyens différents pour atteindre ses buts. En ce qui concerne la création d'un poste au NCDC, le Ministère de l'Education est le décideur majeur car le NCDC est un secteur parmi plusieurs autres au sein d'un seul ministère. Alors la disposition des fonds pourrait être effectuée en fonction des priorités qui sont élaborées par les dirigeants.

D'ailleurs, le chef de français au NCDC, en répondant à la neuvième question de l'interview (annexe 2, page 114) indique que la langue française a beaucoup de potentiel au Lesotho car elle est la seule langue étrangère à être reconnue par le système éducatif lesothan.

Cela veut dire que la langue française peut rayonner au Lesotho pourvu qu'elle soit bien soutenue par les institutions françaises qui sont responsables de la promotion et de la diffusion de français dans le monde. Il y a l'OIF, la Radio France internationale, l'Institut français et d'autres institutions qui veillent à la survie de la langue française dans le monde.

De surcroît, dans sa réponse à la dixième question de l'interview (annexe 2, page 114), le chef de français au NCDC évoque que les stages de formation continue des professeurs de français qui ont lieu deux fois par an semblent pouvoir assurer la pérennité de la langue française au Lesotho.

Cette stratégie est bonne car les professeurs de français au Lesotho constituent la ressource fondamentale à la diffusion de la langue française dans le pays. Les formations les enrichissent et renforcent leurs rapports à la langue française car cela les pousse à vouloir transmettre leurs connaissances et les savoir-faire aux apprenants.

Nous passons maintenant à la réponse de ce premier répondant à la onzième question (annexe 2, page 114) qui cherche à savoir la durée qui a été prévue pour le pilotage du projet de français au Lesotho. Cet interviewé affirme qu'il n'y a pas de période précise pour piloter le projet du français au Lesotho.

En effet, la réponse ci-dessus reflète plusieurs aspects. D'abord il s'agit d'un manque de bonne communication entre le Ministère de l'Education lesothan et l'Ambassade de France en ce qui concerne la durée de la phase de pilotage du projet de l'enseignement du français dans les écoles secondaires au Lesotho. Sinon, ce programme serait mieux qualifié par un nom autre que le projet pilote puisque la durée d'un projet pilote est normalement d'une période fixe et cela dans le but de voir si le projet proposé est faisable et durable dans un lieu choisi. En deuxième lieu, la réponse fournie à la question ci-dessus montre que la dissémination d'informations dans les différents secteurs du Ministère de l'Education lesothan n'est pas souple car le NCDC ne connaît pas la durée du pilotage de ce projet qu'il mène. Cela crée des lacunes de communication car les différents secteurs du Ministère de l'Education ne peuvent pas répondre suffisamment à cette question.

Ensuite, en troisième lieu, nous constatons aussi que cette réponse pourrait engendrer des impacts négatifs. C'est le troisième aspect qui a des impacts négatifs sur la diffusion de la langue française au Lesotho car les écoles qui ne font pas partie du projet pilote ne s'intéresseraient plus à introduire la langue française dans leurs établissements. Puisque le Ministère de l'Education ne parle que du projet pilote qui n'a pas de période précise de pilotage sans autoriser d'autres institutions qui ont l'intérêt pour l'introduction du français de le faire indépendamment du projet pilote.

Rappelons que le but de cette étude est de promouvoir l'enseignement et l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho, la finalité est de faire répandre cette langue dans d'autres établissements secondaires à part ceux qui font partie du projet pilote et ce but est quasiment bloqué par le projet pilote dont la durée reste imprécise.

En ce moment, nous nous focalisons sur la réponse du chef de français en réponse à la douzième question de la grille d'entretien, (annexe 2, page 114) qui est la dernière question pour ce premier répondant. Alors, en réponse à cette question, il montre que son département n'a pas tout à fait l'intention de permettre aux établissements qui ont le désir d'inclure le français dans leurs programmes scolaires de le faire. Il a indiqué que son secteur a soumis au Ministère de

l'Education lesothan la proposition d'augmenter le nombre d'établissements qui enseignent le français par dix. Il a souligné que son centre souhaiterait que cette augmentation couvre tous les dix districts qui composent le Lesotho car en ce moment, le français est présent dans les établissements pilotes qui se trouvent dans les sept districts qui s'appellent Maseru, Berea, Leribe, Butha-Buthe, Mokhotlong, Qacha's Nek, et Mafeteng. Ainsi, les districts de Thaba Tseka, Quthing et Mohale's Hoek sont les trois qui n'ont pas d'écoles qui pilotent le projet du français.

D'après la réponse du chef des langues au NCDC, nous constatons que malgré le souhait de diffuser la langue française dans le pays entier, le centre ne le décide pas. Le pouvoir décisif reste toujours avec le Ministère de l'Education et c'est lui qui déterminera si cette proposition aboutira. Bien que le NCDC ait fait une proposition, le chef des langues dans ce centre dit que son secteur n'a pas l'intention de permettre aux établissements qui le veulent, d'introduire le français. Cela contredit le but exprimé par le NCDC en ce qui concerne l'enseignement et l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho. En plus, cela décourage les proviseurs qui aimeraient introduire la langue française dans leurs établissements surtout s'ils disposent des moyens financiers pour payer les salaires des professeurs.

Interview 2

Ayant présenté les réponses du premier interviewé pour cette étude, il convient maintenant de nous pencher sur la deuxième interview (annexe 3, page 115) avec la responsable de curriculum de l'éducation secondaire au Ministère de l'Education lesothan. Signalons d'emblée que cette deuxième interviewée a été choisie parce qu'elle s'occupe des écoles secondaires au Lesotho et elle est ainsi toujours au courant des programmes divers auxquels participent ces établissements comme celui du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires. Dans ce qui suit, nous allons dépouiller ses réponses sur le projet du français au Lesotho.

La deuxième personne à être interviewée est la responsable de curriculum des écoles secondaires au Ministère de l'Education lesothan comme nous l'avons indiqué dans le paragraphe qui

précède. Alors, selon cette répondante, le gouvernement lesothan a décidé d'introduire la langue française dans son programme de l'éducation secondaire afin d'accroître l'employabilité des candidats lesothans au marché d'emploi au niveau national, régional et international. Les raisons pour lesquelles le gouvernement lesothan a introduit la langue française dans son système éducatif sont plutôt économiques car le pays veut stimuler les compétences linguistiques des candidats lesothans afin de les rendre plus dynamiques en termes de la maîtrise des langues étrangères.

De plus, la majorité des candidats lesothans qui postulent pour des postes dans les organisations internationales ailleurs dans le monde ne maîtrise que l'anglais. Alors la connaissance du français ajoute une plus valeur à ceux qui l'ont appris et qui le maîtrisent en élargissant leurs horizons car ils peuvent communiquer avec les francophones lors des conférences internationales qui ont lieu dans les pays francophones ou bien dans les pays anglophones. D'ailleurs, les Lesothans qui maîtrisent la langue française peuvent également chercher un emploi dans les pays francophones qui se trouvent sur le continent africain ou ailleurs où le français est une langue officielle ou bien une langue de travail comme dans les organisations des Nations Unies et dans les pays ou dans les villes où siègent les institutions européennes et celles de l'Organisation des Nations Unies (Balibar, 1994 : 106).

Ensuite, en réponse à la deuxième question de la grille d'entretien (annexe 3, page 115), la responsable de curriculum secondaire au Ministère de l'Education lesothan, souligne que les relations entre le Lesotho et la France sont bonnes. D'après elle, le Ministère de l'Education du Lesotho et l'Ambassade de France en Afrique du Sud et au Lesotho continuent de travailler ensemble pour nourrir le projet de l'apprentissage et de l'enseignement du français au Lesotho. L'interviewée a précisé que les deux partenaires avaient signé le « *Memorandum of Understanding* » pour offrir le DELF junior aux élèves dans les écoles pilotes au Lesotho.

Nous comprenons donc de ce qui précède que les relations entre le Lesotho et la France sont bilatérales et qu'elles se focalisent principalement sur le domaine de l'éducation. Ainsi, l'initiative d'introduire le DELF junior au Lesotho par l'Ambassade de France en Afrique du Sud

sert à promouvoir la langue française au Lesotho car il est surligné dans la Synthèse de l'OIF (2010 : 9) que ce genre de coopération constitue un réseau utile pour diffuser la langue française dans le monde. Cette affirmation est évidente au Lesotho car la France à travers son ambassade en Afrique du Sud a beaucoup investi dans le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. La démarche de la France en ce qui concerne le projet du français au Lesotho est stratégique car la langue française a sa place officielle dans le système éducatif lesothan. Cela laisse croire que la France a trouvé un territoire qui a une population d'environ 2 millions pour implanter sa langue.

De plus, en réponse à la troisième question de la grille d'entretien (annexe 3, page 115), la responsable de curriculum secondaire au Ministère de l'Education lesothan déclare que le français ouvre les esprits des Basotho car ils apprennent à apprécier la valeur du français dans les différentes sphères de leur vie soit économiquement, socialement, culturellement et pédagogiquement.

L'importance d'une langue est liée non seulement à ses avantages économiques mais il y a plusieurs points de vue d'après lesquels une langue est importante. Selon l'Observatoire de l'OIF (2012 : 1) la langue française est présente dans les cinq continents et elle est utilisée lors des discussions des enjeux mondiaux tels que le climat, l'écologie et la géopolitique des différents pays du monde. Cela signifie que la langue française est présente dans les politiques sociales, éducatives et dans les débats mondiaux qui impliquent également le Lesotho en tant que membre des Nations Unies. Alors le français permet au Lesotho de mieux s'insérer dans la communauté internationale car le pays pourrait suivre les débats et les négociations qui se déroulent en français grâce à l'introduction du français dans le système éducatif lesothan sans passer par les interprètes.

Puis cette deuxième interviewée, en réponse à la quatrième question de la grille d'entretien (annexe 3, page 115), indique que le projet pilote de l'introduction du français connaît plusieurs réussites. Premièrement, la continuité du projet au cours de cinq ans est l'indicateur le plus important de réussite. Deuxièmement, l'élaboration des syllabus de la *form A* jusqu'à la *form E*

est aussi une marque de réussite pour ce projet alors que la formation des professeurs de français dans les établissements qui pilotent le projet du français qui se passe deux fois par an est essentiel pour la survie du français au Lesotho.

Penchons-nous sur le deuxième élément de la question qui porte sur les échecs, ici l'interviewée a indiqué qu'elle se sentirait plus à l'aise en utilisant le mot « défi » au lieu du mot « échec » parce que pour elle, le mot échec est fort de connotations vu qu'il s'agit d'un projet qui est en train de se développer et de prendre forme. C'est pour cela que pour elle, ce projet a réussi. Par contre, pour souligner les défis du projet de l'introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho, l'interviewée a indiqué que les professeurs de français se sentent incompetents. C'est pourquoi le français a mis du temps avant d'être introduit en *Form D* et en *Form E* dans plusieurs écoles pilotes.

Ensuite, elle a montré que la question des salaires pour les professeurs de français reste ambiguë car eux, en tant qu'employés au sein du Ministère de l'éducation veulent accroître le nombre d'écoles qui enseignent la langue française par 10 mais leur crainte la plus grave c'est cette question de salaires évoquée ci-dessus dans la mesure où une telle augmentation d'effectifs exigerait des réajustements aux budgets afin de libérer les fonds nécessaires pour garantir les salaires des professeurs qui seraient recrutés dans les dix écoles idéales qui seraient identifiées.

Selon le chef du curriculum secondaire au Ministère de l'Education, le fait que les professeurs de français manquent de confiance dans leur métier constitue un vrai défi pour le projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho. Les apprenants ont tendance à s'inspirer de leur professeur et dans le cas où les professeurs n'ont pas confiance dans leur pratique, il est difficile de motiver les apprenants. D'ailleurs, dépenser beaucoup de ressources sur la formation des professeurs qui ont déjà les qualifications nécessaires pour enseigner la langue française est coûteux pour les responsables du projet de l'introduction du français au Lesotho. En effet les fonds qui subventionnent ces formations pourraient contribuer au recrutement de nouveaux professeurs dans l'un des dix établissements où le Ministère de l'Education veut introduire le français.

D'ailleurs, selon le chef du curriculum secondaire au Ministère de l'Education, en réponse à la cinquième question (annexe 3, page 115) le ministère tient sa parole en maintenant ses obligations comme il s'est mis en accord avec l'Ambassade de France. Ses obligations comprennent la prise en charge des salaires des professeurs de français, l'hébergement des experts français qui viennent intervenir dans ce projet de l'introduction du français dans les écoles pilotes comme assistants techniques au projet et comme animateur des stages de formation pour les professeurs de français qui enseignent dans les établissement pilote.

La réponse de l'interviewée nous dépeint une image plutôt positive du rôle du Ministère de l'Education dans le projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. Cette image est prometteuse concernant la pérennité du français dans le système éducatif lesothan parce que le Ministère de l'Education lesothan se conforme à ses obligations qui sont élaborées dans le paragraphe précédent.

De même, en réponse à la sixième question de la grille d'entretien (annexe 3, page 115), l'interviewée a dit que le projet pilote de l'introduction du français aurait dû être piloté pendant cinq ans mais à cause des défis mentionnés ci-haut, le projet met du temps pour se consolider vu qu'il faut d'abord stimuler la confiance des professeurs de français. D'ailleurs, pour le chef de curriculum secondaire au Ministère de l'Education lesothan, le pilotage de ce projet pourrait durer plusieurs années plus que prévu car sur les 375 écoles secondaires lesothanes, le pilotage du français s'effectue seulement dans onze établissements, effectif que le ministère compte augmenter.

Etant donné que le projet pilote de français ne comprend que onze écoles pilotes, on peut conclure que la langue française a le potentiel de s'épanouir au sein des écoles secondaires au Lesotho. Ayant constaté que dans ces onze établissements qui pilotent l'enseignement et l'apprentissage du français au Lesotho il y a 4396 apprenants de français, on comprend que si la langue française est introduite dans les 364 établissements qui ne font pas partie du projet pilote, la population qui apprend le français au Lesotho augmentera de plus ou moins 145 236

apprenants. La langue française a la possibilité de rayonner au Lesotho si les bonnes démarches de diffusion sont employées.

Enfin, nous nous penchons sur la réponse de cette deuxième interviewée à la septième question de la grille d'entretien (annexe 3, page 115). D'après elle, le français a une place particulière dans le système éducatif du pays et donc elle veut proposer l'enseignement et l'apprentissage du français à partir du niveau primaire de l'éducation pour que les élèves de bas âge grandissent dans un milieu plurilingue.

En outre, il convient de dire que le chef du curriculum secondaire lesothan chérit la langue française parce qu'à son avis, il y a de nombreux bénéfices économiques provenant de la connaissance de la langue française. Par ailleurs, il y a d'autres perspectives entre autres socioculturelles, politiques et développementales. Du côté socioculturel, le chef du curriculum a montré que les gens apprennent aussi la culture de la langue apprise ; par exemple, leur cuisine, leur mode de vie, leurs musiques et leurs beaux arts. De plus, socialement, ils peuvent échanger sans difficulté avec des locuteurs de français lors des voyages, ou quand ils assistent au congrès ou à des cours si ces derniers se passent dans les pays francophones.

Vu sous l'angle politique, la langue française influe certaines politiques qui ont des impacts sur tous les pays du monde. Les politiques environnementales sont influées par les pratiques des Français et nous rappelons que pendant les conférences qui débattent sur ces sujets, la langue française est utilisée comme langue de communication. Etant une langue officielle dans les Nations Unies, le français est souvent utilisé à côté de l'anglais. Nous savons aussi que comme le constatent Perret *et al* (2007), la maîtrise du français peut constituer la clé de l'accès au savoir, à la santé et déterminer, outre l'exercice de la citoyenneté, la réussite scolaire et l'accès à l'emploi.

Interview 3

En ce moment, nous passons à la troisième interview avec le chef du Département de français à l'Université Nationale du Lesotho afin de dévoiler ses opinions sur la langue française à l'université du Lesotho.

Avant que nous décelions les données, il est important de noter qu'à l'Université Nationale du Lesotho, les étudiants de français s'inscrivent soit à la Faculté des lettres soit à la Faculté de l'Education. C'est pourquoi l'enquêtrice aurait voulu interviewer les professeurs dans ces deux facultés. Même si cela n'a pas pu se réaliser, néanmoins dans la Faculté des lettres, nous avons réussi à interroger le chef du Département de français et il a été choisi parce que cela fait longtemps qu'il enseigne le français dans cette université alors nous le savions en mesure de nous fournir des renseignements plus concrète sur la langue française dans cette université.

En réponse à la première question de la grille d'entretien (annexe 4, page 116) qui cherche à savoir pourquoi l'Université Nationale du Lesotho offre la langue française, l'interviewé a dit qu'il ne s'est franchement jamais interrogé à ce sujet. Pourtant, il pense que l'enseignement de français à l'université du Lesotho est lié plus à l'histoire du pays car d'après lui, les trois missionnaires français qui sont venus au Lesotho ont établi les écoles religieuses qui sont connues comme des séminaires. Selon lui, la base de l'éducation lesothane est construite par ces missionnaires et c'est pour cela que le français est devenu l'une des matières offertes par l'Université Nationale du Lesotho.

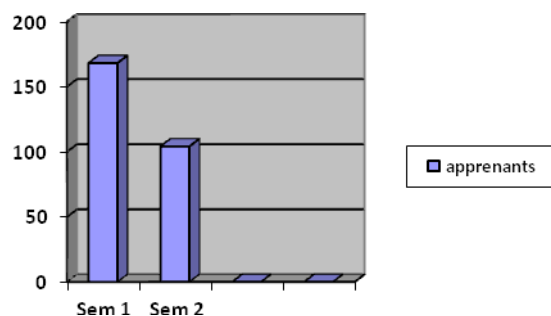
Alors à partir de cette réponse, nous ressentons la vigueur du rôle qui est joué par ces trois missionnaires français évoqués ci-dessus dans le système éducatif lesothan. Pourtant, d'après lui, il est pénible que les dirigeants du Lesotho ne valorisent pas ces relations historiques avec la France. Cette constatation évoque l'intérêt des historiens du Lesotho de ressusciter l'histoire de ces deux pays en approfondissant la recherche sur les relations historiques et actuelles qui sont partagées par le Lesotho et la France. Une telle démarche nous permettrait de promouvoir la langue française non seulement dans les écoles secondaires mais dans le pays entier car cela nous réunirait avec notre passé. Sachant que le français est une langue de culture et une langue de littérature, en nous renvoyant à l'histoire du Lesotho, le répondant se demandait combien de touristes français pourraient être accueillis par le Lesotho? Combien de postes pourraient être créés au sein du Ministère du Tourisme. Ainsi, toujours selon ce même interviewé, le renouvellement de ces relations diffuserait la langue française au Lesotho et l'objectif du projet

sur l'introduction de français au Lesotho, qui est principalement de contribuer au développement du pays se réaliserait sans doute car de nouveaux projets naîtraient.

Ensuite, selon ce troisième répondant, en réponse à la deuxième question de la grille d'entretien (annexe 4, page 116) dont le but est de connaître les effectifs en français à l'Université Nationale du Lesotho, au premier semestre. Quant à lui 168 étudiants ont fait du français alors qu'au deuxième semestre, il y a eu 104 étudiants. Le total d'étudiants apprenant le français en première année à l'université nationale du Lesotho pour l'année 2014-2015 s'élève à 272. Le chef du Département de français a expliqué qu'à cause des effectifs croissants d'étudiants qui s'inscrivent en français en première année, le département de français a regroupé ces étudiants en première année par semestre, un groupe au premier semestre alors que l'autre s'inscrit au deuxième semestre.

Le chef du Département de français a indiqué que ce regroupement d'étudiants par semestre est la conséquence d'un déséquilibre en effectifs de professeurs et d'apprenants dans son département. En effet, il y a beaucoup d'étudiants qui s'inscrivent en français en première année universitaire alors qu'il y a une pénurie d'enseignants de français à l'Université Nationale du Lesotho. Afin de répondre au besoin des apprenants pour apprendre le français, la Faculté des lettres à l'université a divisé ses effectifs pour essayer de les équilibrer en proportion des professeurs de français dans cette institution, et plus précisément dans la faculté des lettres au sein de laquelle nous avons obtenu les données sur lesquelles nous basons notre analyse.

Graphique 1 : Effectifs en premier année de français



Suivant l'analyse qui précède sur les effectifs de français à l'Université Nationale du Lesotho en 2014-2015, la chercheuse trouve l'intérêt de comparer les effectifs de français quand il ya le projet pilote sur l'enseignement et l'apprentissage du français dans les écoles secondaires du pays avec une période quand la langue française n'existait pas au sein des établissements secondaire. Comme il est indiqué dans l'introduction de ce chapitre que la comparaison des statistiques sur le niveau de croissance des effectifs de français dans les institutions qui offrent cette langue au sein de système éducatif lesothan sera effectuée. Cela se fait dans le paragraphe qui suit où la chercheuse compare l'époque quand elle était étudiante à cette même université en 2002-2006 et 2014-2015 quand elle mène l'étude sur la promotion de français dans les écoles secondaire au Lesotho.

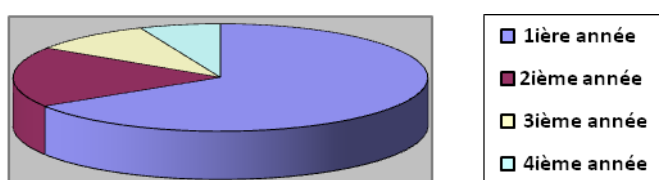
Il est apparu que les chiffres des apprenants qui s'inscrivent en français en première année universitaire augmentent au fil des années car en 2002, il y avait moins de vingt étudiants qui ont fait du français, l'année où nous avons nous-mêmes commencé nos études en français dans cette même université. Cette croissance qui est constatée récemment indique que la langue française a une place à l'Université Nationale du Lesotho. Également, il nous convient d'associer la croissance des effectifs de français à l'Université Nationale du Lesotho au projet pilote du français parce qu'auparavant, trop peu de monde a constaté l'importance de faire ses études en français. Aujourd'hui, ce projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho à attiré plus d'étudiants vers la langue français. Pour toutes ces raisons, les actions qui visent à promouvoir cette langue comme les programmes d'assistants des langues en France sont essentielles pour motiver les apprenants et pour ouvrir leurs esprits à des environnements francophones.

En effet, comme nous avons lu dans la réponse du chef de curriculum secondaire au sein de Ministère de l'Education lesothan que son ministère a l'intention d'augmenter les établissements qui pilotent l'enseignement du français, cette intention serait nulle s'il n'y aurait pas assez de professeurs former en français au Lesotho. Cela surligne l'impact positif et réciproque du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho car ce projet élève la population qui apprend le français au Lesotho. Ainsi, le projet pilote en lui-même promeut la

langue française à l'Université du Lesotho car avant le lancement de ce projet, le Département de français dans cette institution n'a jamais connu ces effectifs.

Alors, maintenant nous passons à la réponse de ce troisième répondant à la troisième question de la grille d'entretien (annexe 4, page 116) qui porte sur la croissance des effectifs de français à l'université depuis 2013-2014. Sa réponse est présentée par le graphique circulaire ci-dessous.

Figure 1 : Les étudiants qui se spécialisent en français



A l'Université Nationale du Lesotho, la spécialisation commence en deuxième année universitaire. Alors pour l'année universitaire 2014-2015, en deuxième année dans la Faculté des lettres, il y avait 75 étudiants. En troisième année, 39 étudiants se spécialisaient en français alors qu'en quatrième année, il y avait 26 étudiants qui faisaient leurs cursus en français.

Nous constatons donc qu'il y avait 140 étudiants qui se spécialisaient en français pendant l'année universitaire 2014-2015 dans la Faculté des lettres. Ces effectifs marquent une croissance significative en comparaison des années 2002 à 2006 car en 2002, en deuxième année, il y avait 10 étudiants qui ont fait le français comme leur matière principale tandis que le total de tous les étudiants inscrits dans la Faculté était de moins de 40 étudiants. Ces chiffres indiquent une augmentation stable de la population qui apprend le français à l'Université Nationale du Lesotho.

En outre, en réponse à la quatrième question de la grille d'entretien (annexe 4, page 116) le chef du Département de français confirme qu'il y a une croissance dans les effectifs de français à l'université et il croit que le projet de l'introduction du français a contribué dans une façon ou

une autre à cette croissance car depuis le lancement de ce projet, son département a vu une augmentation des étudiants voulant se spécialiser en français sans doute parce que ces derniers voient l'introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho comme un nouveau parcours professionnel qui présente des opportunités et la possibilité de trouver des emplois à l'issue de leurs études.

Cette réponse justifie l'affirmation que le français est un atout professionnel car dans le cas des étudiants dans la Faculté des Lettres, le choix du français est suscité par des raisons professionnelles car les étudiants souhaiteraient être embauchés dans les établissements qui pilotent le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français, selon le chef du Département de français à l'Université Nationale du Lesotho.

De la même façon, cet interviewé souligne dans sa réponse à la cinquième question de la grille d'entretien (annexe 4, page 116) que la langue française a de bonnes potentialités au Lesotho en particulier à l'Université Nationale du Lesotho où le taux d'inscription pour apprendre le français accroît constamment depuis le lancement du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires du pays.

Comme nous avons pu remarquer dès le début de cette analyse, la langue française se répand constamment au Lesotho grâce aux initiatives des partenaires unis comme le Ministère de l'Education lesothan et l'Ambassade de France en Afrique du Sud, l'Alliance française de Maseru et ses participants dans les activités culturelles qui visent à promouvoir la culture française au Lesotho. Alors, le projet de l'introduction du français a accru la valeur du français au Lesotho. La population qui parle français au Lesotho augmente chaque année car il y a de nouveaux effectifs pour le français dans les établissements secondaires du pays et à l'Université Nationale du Lesotho.

D'ailleurs, en réponse à la sixième question de l'interview, (annexe 4, page 116) le chef du Département de français à l'Université Nationale du Lesotho indique que la question de la qualité de l'enseignement dispensé, des ressources humaines, des infrastructures (comme les

laboratoires de langues), constituent autant d'éléments indispensables pour assurer la pérennité du français dans le système éducatif du pays.

Toujours d'après ce chef du Département de français à l'Université Nationale du Lesotho, les ressources qui sont mises en place pour l'enseignement et l'apprentissage du français sont à la base de sa survie au sein du système éducatif lesothan. Plus précisément il a mentionné les infrastructures et les ressources humaines comme les aspects les plus essentiels à la survie de la langue française au Lesotho. Cela signifie que pour lui, ces deux éléments seront primordiaux dans toute tentative d'assurer la pérennité de la langue française dans le système éducatif lesothan.

Ensuite, en réponse à la septième question (annexe 4, page 116), qui porte sur les raisons pour lesquelles ce répondant pourrait encourager les étudiants à étudier le français, il a précisé que certainement, il les encourage parce que la langue française est la deuxième langue internationale après l'anglais.

Cette réponse montre le manque de connaissance de fait qui existe auprès de certains enseignants de français en ce qui concerne la connaissance de l'état du français dans le monde parce qu'elle est vague comme réponse dans le contexte de cette recherche. Il aurait été utile de préciser sous quel angle et en adoptant quels critères la langue française est la deuxième langue internationale après l'anglais. S'agirait-il du point de vue de développement ? De l'éducation ou de la politique ? Ce répondant n'a pas pu clarifier sa réponse.

Toutefois, en réponse à la huitième question de la grille d'entretien (annexe 4, page 116), l'interviewé souligne le manque de laboratoire de français comme le défi majeur pour les apprenants de français à l'Université Nationale du Lesotho car le laboratoire de langue française qui existe dans cette institution peut accueillir seulement 15 étudiants. En plus, cette même infrastructure ne fonctionne pas car les équipements sont démodés et ne marchent plus.

Pour apprendre une langue étrangère, les outils tels que les laboratoires de langues sont importants mais l'université du Lesotho la plus ancienne n'en a pas. D'après le chef du Département de français, cela présente un défi car l'infrastructure est construite mais elle est trop petite pour accueillir plus de quinze étudiants et il est équipé d'appareils qui ne sont plus utiles pour l'apprentissage et l'enseignement du français au 21^e siècle.

Alors pour voir comment l'université compte surmonter les défis identifiés ci-haut, en réponse à la neuvième question (annexe 4, page 116) le chef du Département de français a dit qu'il n'était pas facile d'envisager la réponse car l'université investit bien plus dans les matières commerciales qu'en français et d'autres langues enseignées dans cette institution.

Ce que nous comprenons des réponses soulevées dans les paragraphes qui précèdent c'est qu'à l'université du Lesotho, le Département de français est marginalisé par rapport à d'autres matières considérées comme étant plus rentables car il ne sera pas subventionné ni soutenu dans son désir de restaurer ces appareils qui facilitent l'enseignement et l'apprentissage du français. Ce traitement peut décourager les enseignants de cette matière et les forcer à quitter le Lesotho pour chercher des emplois dans d'autres pays où l'éducation supérieure est bien mieux subventionnée et soutenue selon les besoins des facultés.

Alors, après avoir présenté, analysé et discuté des réponses de chef du Département de français à l'Université Nationale du Lesotho, nous procédons à l'interview suivante dans laquelle le président de l'association des professeurs de français au Lesotho est interrogé au sujet du projet pilote de l'introduction de la langue française dans les écoles secondaires au Lesotho.

Interview 4

Il est important de noter que le président de l'association des professeurs de français au Lesotho est la quatrième personne à être interviewée au sujet du projet de l'apprentissage et de l'enseignement du français dans les écoles secondaires au Lesotho. En réponse à la première question de la grille d'entretien (annexe 5, page 118), ce répondant a indiqué qu'il y a environ 35 membres dans son association.

En fait, cette communauté de professeurs constitue la population la plus importante qui parle la langue française au Lesotho. Les professeurs jouent un rôle important dans la promotion et la diffusion de la langue française au Lesotho parce qu'ils sont les agents de sa propagation dans ce pays. C'est eux qui motivent les apprenants à voir l'importance de la langue française dans la vie.

En réponse à la deuxième question de la grille d'entretien (annexe 5, page 118), le président de l'Association des professeurs de français a indiqué que l'association organise des fêtes pour la langue française chaque année. Elle facilite également le planning de travail pour les professeurs de français au Lesotho.

Cela veut dire que l'association des professeurs de français a créé une plate-forme pour les professeurs de cette langue au Lesotho pour planifier leur travail et pour discuter des activités culturelles et pédagogiques pour stimuler l'apprentissage et l'enseignement du français. Par exemple, cette même organisation élabore des activités pour motiver les apprenants ainsi que pour faciliter des échanges entre les apprenants de français dans les écoles qui pilotent le projet de l'introduction du français au Lesotho.

Ensuite, le président de l'association a surligné les deux grands défis qui affrontent l'association dans sa réponse à la troisième question de la grille d'entretien (annexe 5, page 118). D'après lui, le premier défi c'est de travailler avec les apprenants non-francophones alors que deuxièmement, les proviseurs des écoles secondaires et le Conseil des Examens au Lesotho ne reconnaissent pas les fonctions et l'existence de l'association des professeurs de français, qui, comme nous venons de le voir, réunit et soutient les enseignants de français au Lesotho.

C'est pourquoi il est assez difficile de convaincre les apprenants dans les établissements publics de choisir la langue française surtout parce que le Lesotho, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de cette étude, est un pays plutôt anglophone. D'ailleurs, pour les jeunes publics, l'importance des langues étrangères et des langues internationales n'est pas évidente. C'est pourquoi la vie de l'association est indispensable pour les professeurs et pour les

apprenants car les professeurs peuvent coordonner des activités qui engagent les apprenants à l'extérieur des salles de cours de français mais en utilisant la langue française comme moyen de communication.

Alors, en ce qui concerne le Conseil des examens au Lesotho et les proviseurs des écoles secondaires dans le pays, leurs attitudes auprès de l'association des professeurs ne sont guère encourageantes car au lieu de soutenir les professeurs de français au Lesotho, ils les démotivent. Les institutions telles que le Conseil des examens devraient soutenir les jeunes organismes comme cette association afin de consolider les projets aussi importants que celui de l'introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho. Si le conseil et les proviseurs des écoles secondaires travaillaient étroitement avec cette association, cela faciliterait l'épanouissement d'autrui puisque chaque entité aurait l'opportunité d'apprendre auprès des autres et d'améliorer ses compétences en œuvrant l'une à côté de l'autre.

Quant au président de l'association des professeurs de français au Lesotho, en réponse à la quatrième question de la grille d'entretien (annexe 5, page 118) le projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho a connu plus de réussites qu'échecs parce qu'il y a des écoles qui seront ajoutées aux établissements qui pilotent ce projet.

Pourtant, selon ce répondant, les termes « réussite et échec » sont subjectifs car ce qui représente la réussite pour une personne peut ne pas être considéré comme tel pour une autre. Alors pour le président de l'association des professeurs de français au Lesotho, le nombre d'établissements qui augmente, marque la réussite du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. Cet interviewé n'a pas réfléchi sur d'autres indicateurs de réussites et d'échecs pour ce projet parce que le projet est en train de s'épanouir et dans ce processus, il peut y avoir des défis et des réussites qui sont ignorés de ce répondant.

Puis en réponse à la cinquième question de la grille d'entretien (annexe 5, page 118), cet interviewé estime qu'il y a environ 30 professeurs de français dans les écoles pilotes et d'autres qui ne travaillent pas dans ces établissements mais qui sont embauchés dans les institutions

supérieures telles que les universités, les collèges ou dans les écoles primaires qui offrent la langue française au Lesotho.

A partir des informations présentées dans les paragraphes précédents, l'étude montre que la langue française est présente à tous les niveaux du système de l'éducation au Lesotho et elle confirme la constatation de l'OIF (2010 : 9) où il est indiqué que la langue française est une langue d'enseignement et l'une des rares langues qui est apprise dans quasiment tous les pays du monde. Alors la présence de la langue française dans le système éducatif lesothan marque un grand pas dans le développement éducatif au Lesotho car nous savons que dans le passé le français était déjà présent au sein des institutions éducatives lesothanes mais à un moindre degré.

Ensuite, selon l'interviewé en réponse à la sixième question de la grille d'entretien (annexe 5, page 118) l'association des professeurs de français au Lesotho est basée à Maseru même si elle est composée d'enseignants qui exercent leur métier dans les écoles pilotes qui se trouvent dans les différents districts du Lesotho. A ce propos, rappelons que trois districts au Lesotho ne font pas partie du projet pilote sur l'introduction de français comme il est indiqué dans l'analyse des entretiens qui précèdent. Notamment, les professeurs qui sont membres de l'association viennent des sept districts du Lesotho, ce qui constitue une bonne représentation pour la langue française dans ce pays. Le projet de l'apprentissage et de l'enseignement du français au Lesotho diffuse cette langue dans les lieux qui sont très loin de la ville capitale où personne ne s'y attendrait. Néanmoins, le chef des langues au Centre National du Développement du Curriculum a indiqué que son département a proposé d'augmenter les établissements pilotes pour assurer que dans tous les dix districts du Lesotho, il y aura au moins un sinon plusieurs établissements qui offrent la langue française.

Dernièrement, en réponse à la dernière question de l'entretien, ce répondant précise que l'association des professeurs de français au Lesotho s'affilie directement à l'Alliance française de Maseru.

Par là nous comprenons que cette association participe aux activités culturelles organisées par l'Alliance française telles que les journées internationales de la francophonie, les fêtes de la musique et beaucoup d'autres activités comme, par exemple, les ateliers qui se focalisent sur la santé ou l'alimentation.

Nous pouvons également conclure à partir de la réponse ci-dessus que l'association des professeurs de français s'entend bien avec l'Alliance française de Maseru. Elle tient toutes ces réunions à l'Alliance de Maseru et parfois, les formations des professeurs ont lieu au foyer de l'Alliance française de Maseru.

Alors pour résumer cette partie de l'analyse, nous pouvons dire que l'étude a réalisé son objectif qui est à deux visées. Premièrement, le projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français a réussi à créer des emplois pour les candidats lesothans qui sont à présent enseignants et membres de l'association des professeurs de français au Lesotho. Deuxièmement, elle a divulgué le rôle principal que jouent les professeurs de français dans les écoles pilotes à travers leur association pour promouvoir l'enseignement et l'apprentissage de la langue française au Lesotho.

Interview 5

Nous nous penchons à présent sur la cinquième interview qui a été menée avec la directrice de l'Alliance française de Maseru. Dans cette cinquième interview, qui est aussi la dernière à être traitée dans cette enquête, précisons que la directrice de l'Alliance française a été choisie pour participer à cette étude afin de nous éclaircir sur le rôle de l'Alliance française dans le projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho. D'ailleurs, l'étude a visé certaines informations précises auprès de l'Alliance française de Maseru, à savoir les statistiques des personnes qui apprennent la langue française au Lesotho.

En réponse à la première question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119), cette cinquième interviewée qui est la directrice de l'Alliance française indique que cet organisme dispense des leçons de français au public adulte et au jeune public. Elle organise également des événements culturels et se charge aussi de la médiathèque qui est composée de 4000 références (livres, dvd,

cd et magazines) tout en renseignant la communauté lesothane sur les visas et les bourses d'études en France.

Ce que nous comprenons de la réponse ci-haut c'est que l'Alliance française de Maseru offre des services divers à la communauté lesothane. Comme nous venons de le préciser, ces services incluent les renseignements concernant les visas, les bourses d'études en France et les leçons de français au grand public. La déclaration de Lescure (2006) qui indique que les institutions comme l'Organisation Internationale de la Francophonie et les Alliances françaises ont un rôle indéniable à jouer sur la promotion de la langue française dans le monde trouve toute sa pertinence lorsque nous constatons que l'Alliance française de Maseru au même temps qu'elle noue des relations entre la France et le Lesotho, promeut aussi la langue française dans ce pays car ce centre propose des leçons de français sur objectif spécifique aux publics divers y compris aux soldats engagés dans des missions de sécurité.

Ensuite, en réponse à la deuxième question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119), l'interviewée précise que les gens qui connaissent les fonctions de l'Alliance française réagissent bien aux services offerts par cette institution alors qu'il y en a d'autres qui ne comprennent pas ses fonctions.

Même si l'Alliance française est située au centre-ville de Maseru, trop peu de monde sait ce qui se passe dans ses enceintes. Les activités de ce centre restent entre ses murs et pour les parents des apprenants de français dans les écoles secondaires, l'Alliance française est éloignée de leur vie et de la vie des apprenants de la langue française au Lesotho et ils ne se rendent pas compte que les activités comme les fêtes de la musique peuvent leur être utiles pour les aider à se motiver.

Selon la directrice de l'Alliance française, en réponse à la troisième question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119) de janvier jusqu'au août, il y avait 241 personnes qui apprennent le français à l'Alliance française de Maseru.

Compte tenu de la petite taille de ce centre, ces effectifs qui sont divulgués par la directrice de l'Alliance française de Maseru sont importants car ils signalent qu'il y a certains gens qui se renseignent sur les services de l'Alliance française et qui poursuivent leurs parcours professionnels en apprenant la langue française avant de partir aux missions institutionnelles dans les pays francophones tels que la Suisse, la Belgique, la France et dans plusieurs autres pays qui ont la langue française comme langue officielle ¹⁹. Par rapport au sujet de notre recherche, la directrice de l'Alliance française de Maseru trouve que la promotion de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho est important car ce pays fait partie de la communauté internationale. Alors, l'enseignement d'une langue qui a un statut international comme c'est le cas du français, rend les citoyens de ce pays citoyens du monde car le Ministère de l'Education nationale française (2012) dans sa politique linguistique et la mondialisation stipule que le français n'est plus langue des élites cultivées ni celle de la diplomatie nationale mais doit être adaptée aux contextes différents.

De surcroît, ce répondant indique que les chiffres pour les leçons intra-muros sont stables alors que pour l'extra-muros, ils varient selon les partenaires et les contrats pour la « *tuition corporate* ». Elle a dit cela en réponse à la quatrième question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119).

A partir des réponses à la troisième et à la quatrième question de la grille d'entretien évoquées ci-dessus, il est aussi possible de signaler que le nombre d'apprenants de français à l'Alliance française est affecté par des facteurs divers tels que la « *tuition corporate* ». Néanmoins, le fait que beaucoup de monde ne sache pas ce qui se passe à l'Alliance s'est fait remarqué par les effectifs des apprenants qui sont variable. Nous pouvons le dire parce que nous sommes de l'avis que si les informations sur les services qui sont offerts par ce centre étaient mieux diffusées, les parents inscriraient leurs enfants pour que ceux-ci puissent accéder à la médiathèque de l'Alliance française et avoir à leur disposition des leçons de français qui y sont dispensées.

¹⁹ Nous rappelons que Perret et al (2007 : 57) précisent que le français est une langue officielle dans vingt-huit Etats.

De plus, en réponse à la cinquième question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119), cette répondante indique que les effectifs des apprenants de français à l'Alliance française de Maseru ont différé l'un après l'autre depuis 2012 jusqu'en 2014 et cette information est présentée dans le tableau ci-dessous. La pertinence de traiter d'information sur les effectifs dans cette institution est à la base de cette étude parce qu'elle vise à promouvoir l'enseignement et l'apprentissage de français dans les écoles secondaires au Lesotho. Supposant que les professeurs de français animent leurs réunions et certaines fêtes de la langue française à la l'Alliance française de Maseru, la chercheuse a voulu savoir si la population des apprenants dans ce centre est affecté par l'introduction de français dans les écoles secondaires. Comme nous l'avons vu dans l'analyse qui précède sur les services que l'on peut trouver à l'Alliance française, il y a des magazines, des dvd et beaucoup d'autres ressources qui pourraient attirer les jeunes qui apprennent le français dans les écoles secondaires vers ce centre.

Tableau 3 : Effectifs en français à l'Alliance française de Maseru

Type de cours	2012	2013	2014	2015 (jusqu'en juillet)
Intra-muros	227	258	218	150
Extra-muros	346	370	370	91
Total	573	628	588	241

Selon notre analyse, il paraît que de 2012 jusqu'en juillet 2015, 2030 personnes ont appris la langue française à l'Alliance française de Maseru. Les statistiques des apprenants extra-muros ont dépassé celles d'intra-muros pendant trois ans, notamment de 2012 à 2014. C'est seulement en 2015 que les effectifs d'apprenants intra-muros ont amélioré par rapport aux cours extra-muros. L'Alliance française a connu une baisse d'apprenants extra-muros au premier semestre. Le nombre qui est seulement de 241 n'est que pour la moitié de l'année (période pendant laquelle cette enquête a été menée) et peut-être que les chiffres augmenteront pendant la seconde moitié de l'année. Les effectifs qui sont présentés pour 2012, 2013 et 2014 étaient pour l'année entière. Il faut noter que l'année 2013 a connu une augmentation remarquable de 628 apprenants. Elle est suivie de 588 apprenants en 2014 alors qu'en 2012, il y a eu 573 apprenants.

Ensuite, en réponse à la sixième question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119) la directrice de l'Alliance française de Maseru indique que le projet pilote du français au Lesotho connaît un grand succès puisqu'il y a environ 5000 étudiants qui apprennent le français dans les écoles secondaires au Lesotho. Cela marque une réussite parce que cela fait seulement cinq ans que la langue française est introduite dans les onze établissements secondaires du pays. De surcroît, cette répondante a affirmé que les manuels de français ont été distribués aux écoles, que les professeurs de français sont formés et qu'ils sont envoyés au programme d'immersion en France. Enfin, elle a également dit que les apprenants dans les écoles secondaires sont prêts à passer les examens du DELF scolaire. En effet, pour la directrice de l'Alliance française, l'introduction du DELF scolaire est une réussite majeure car cet examen assure la bonne qualité du français dans les écoles secondaires au Lesotho.

Pour la directrice de l'Alliance française de Maseru, bien que ce projet ait connu plus de réussites que d'échecs, il y a certains éléments du projet qui doivent être améliorés. Elle a donné comme exemple le niveau de langue des apprenants à la fin de leur éducation secondaire qui est censé être A2 ou B1 mais qui n'a pas été le cas. Il s'agirait du niveau de français de leurs enseignants. Ce niveau serait maintenant meilleur qu'il ne l'était car les professeurs viennent de compléter des séries de formation pour les perfectionner. Dernièrement, selon cette répondante, le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho devrait se répandre à plusieurs autres écoles, étant la nouvelle priorité du projet à l'avenir.

Ensuite, d'après la directrice de l'Alliance française, en réponse à la septième question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119) environ 20 professeurs de français se sont inscrits à l'Alliance française de Maseru car ils obtiennent gratuitement une carte de membre sponsorisé par l'Ambassade de France en Afrique du Sud. Il y a aussi ceux qui travaillent au Ministère de l'Education qui ont reçu des bourses pour apprendre la langue française dans cette institution.

Comme il est soulevé ci-haut, nous comprenons que l'Ambassade de France en Afrique du Sud fait tout pour soutenir les professeurs de français au Lesotho. C'est bien ce même Ambassade de France qui affirme que « les professeurs motivés peuvent motiver leurs apprenants ». A cet effet,

nous voudrions dire que les apprenants qui travaillent bien en français doivent être encouragés d'une façon ou d'une autre soit par le Ministère de l'Education au Lesotho soit par l'Ambassade de France et nous proposons donc qu'il y ait des prix (livres ou CD-Rom, par exemple) pour motiver ceux qui ne font pas bien en français à mieux faire.

En réponse à la huitième question de la grille d'entretien (annexe 6, page 119) l'interviewée dit qu'il y a 20 enseignants bien qu'ils ne soient pas tous actifs qui se sont inscrits à l'Alliance française de Maseru. Selon cette répondante, il y a des professeurs qui utilisent la bibliothèque plus que les autres selon l'intérêt et la proximité géographique.

Il est important à noter que le projet pilote de l'introduction du français dans les écoles secondaires a en quelque sorte obligé les enseignants dans les établissements pilotes à être membres de l'Alliance française de Maseru car ils sont automatiquement sponsorisés par l'Ambassade de France. Même si l'on parle d'« obligation », il faut dire que cela contribue à la promotion de la langue française au Lesotho vu que les professeurs peuvent encourager leurs apprenants à fréquenter l'Alliance française et à chercher des ressources comme des DVD et des CD qui peuvent les aider dans leur apprentissage du français.

Dans ce qui précède nous avons analysé et discuté des données récoltées lors des interviews semi guidées ce qui nous a permis d'avoir des résultats et des informations très enrichissantes sur le projet pilote de l'introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho et sur la langue française au Lesotho en général. Maintenant, l'étude se penche sur l'analyse des données recueillies par les questionnaires qui ont été administrés auprès des professeurs de français dans les écoles secondaires qui pilotent l'enseignement et l'apprentissage du français au Lesotho.

4.2 Analyse des questionnaires

Il y a environ 30 professeurs de français dans les onze écoles qui pilotent le projet de l'introduction du français au Lesotho. Dans chaque école, il y a soit deux soit trois professeurs. Vingt exemplaires du questionnaire ont été imprimés dont une douzaine a été distribuée auprès de douze professeurs pendant leur stage de formation annuel de Français Langue Etrangère qui a

eu lieu au Ministère de l'Education en juillet 2015. Sur les douze questionnaires qui ont été distribués seulement sept ont été remplis. Sur les onze établissements pilotes, les professeurs de cinq écoles ont participé à cette étude ce qui l'a néanmoins rendue représentative. Il est à noter que les professeurs venant des autres établissements ont reçu les questionnaires mais qu'ils ne l'ont pas rempli.

De toute façon, il semble que certains professeurs n'aiment pas répondre aux questionnaires de recherche, ce qui est regrettable si l'on veut contribuer aux expériences réelles des professeurs de français en tant que nouvelle matière dans le curriculum secondaire au Lesotho et que l'on souhaite consolider les recherches afin d'informer la politique éducative au Lesotho sur ce qui se passe sur le terrain en ce qui concerne le projet de l'introduction du français dans les écoles secondaires dans ce pays.

En réponse à la première question du questionnaire (annexe 7, page 120) les réponses des répondants sont présentées sous forme de tableau ci-dessous. Nous constatons que trois professeurs ont commencé leur métier comme enseignants de français en 2009, 2010 et 2011 respectivement ce qui laisse croire que dans leurs établissements, un professeur a été embauché pendant ces années. Pourtant, à partir de 2012 à 2013, quand ces deux derniers professeurs ont démarré leur travail, il y avait déjà un professeur de français qui travaillait dans les établissements où ils ont été embauchés et cela a augmenté les nombres des professeurs par établissements et ils étaient trois au moment de la collecte des données.

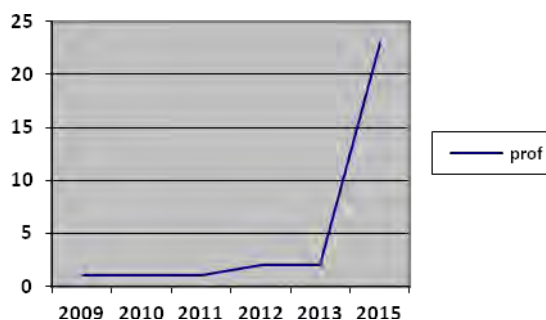
Tableau 4 : l'an de commencement de travail comme professeur de français

L'an de commencement	Nombre de professeurs
2009	1
2010	1
2011	1
2012	2
2013	2

Total	7 professeurs ²⁰
-------	-----------------------------

Nous constatons que parmi les écoles pilotes, National University of Lesotho International School avait déjà introduit le français dans son curriculum plusieurs années avant le démarrage du projet pilote. De plus, parmi les écoles qui ont été choisi pour ce projet pilote, Methodist High School a démarré l’enseignement de français en 2009. Pour la plupart, les écoles qui ont commencé l’enseignement et l’apprentissage de français en 2010 ont employé un professeur par école car c’était au lancement du projet. Par là nous comprenons qu’en 2010, il y avait une dizaine de professeurs de français dans les onze écoles pilotes mais en 2015, il y a environ trente professeurs de français dans ces mêmes établissements qui pilotent l’enseignement et l’apprentissage du français au Lesotho.

Graphique 2 : le nombre des professeurs dans les écoles pilotes



Le graphique ci-dessus montre que le nombre des professeurs dans les écoles pilotes a augmenté de façon exponentielle. Cela laisse croire que l’introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho contribue à la lutte contre le chômage car il y a une trentaine de professeurs de français qui travaillent dans les établissements qui pilotent le projet de l’introduction de l’enseignement et de l’apprentissage de français au Lesotho. Aurait-on tort de dire que le gouvernement du Lesotho a choisi d’introduire la langue française dans son curriculum parmi d’autres langues parce que la langue française c’est une langue d’opportunité ? Dans toutes les économies des pays, le chômage pose un problème majeur, qui n’a pas de

²⁰ Ces professeurs ne représentent pas tous les enseignants de français dans les écoles secondaires au Lesotho. C’est seulement les réponses de ceux qui ont participé dans cette enquête.

solutions immédiates mais l'introduction de la langue française au Lesotho en revanche crée des emplois pour les candidats qui ont étudié la langue française dans les universités.

D'ailleurs, l'introduction du français a élargi la gamme des langues offertes dans les écoles secondaires au Lesotho. Et puis ceux qui apprennent le français ont élargi leurs horizons éducatif, social et économique car ils peuvent postuler aux universités dans les pays francophones pour avancer leurs études. Ils peuvent aussi entamer des relations avec des locuteurs natifs du français et créer ainsi des entreprises avec des partenaires francophones.

C'est ainsi que la promotion de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho aiderait ce pays à surmonter ces problèmes économiques surtout en ce qui concerne l'employabilité des candidats lesothans au marché d'emploi national, régional et international car, comme nous l'indique Mulinga (2006 : 8), le français est une langue officielle dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et du Nord. Alors l'enseignement et l'apprentissage de la langue française augmentent les domaines dans lesquels les candidats lesothans peuvent chercher un emploi. Rappelons qu'en Afrique, il y a des organisations régionales comme le NEPAD, l'AU, le SADC, pour n'en citer que quelques-unes, qui ont le français comme langue officielle. La possibilité qu'offre le système éducatif lesothan d'étudier la langue française c'est un atout pour les apprenants car dès jeunes ils seraient équipés d'une langue importante dans le monde.

Quant à la deuxième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), qui cherche à établir les premières expériences des répondants sur l'enseignement de français. Les réponses sont présentées sous forme de tableau récapitulatif ci-dessous :

Les expériences des professeurs de français au Lesotho

Tableau 5.1 : Les expériences de répondants 1

Participant	Expérience	Années de pratique
1	Ce participant trouve l'enseignement de français intéressant parce que c'est une langue étrangère. Au contraire, il dit qu'enseigner le français présente des	6 ans

	défis parce que les apprenants font preuve d'attitudes négatives envers les concepts complexes ou difficiles.	
--	---	--

Selon répondant 1, il a eu des expériences positives et négatives. D'abord, il a trouvé l'intérêt dans ce qu'il fait, ce qui est bonne. Néanmoins, il indique que les attitudes des apprenants envers des concepts difficiles lui a présenté des défis.

Tableau 5.2 : Les expériences de répondant 2

2	Au début, l'enseignement de français a présenté un défi car il n'y avait pas de manuels de français mais aujourd'hui, il y a une amélioration car il y a des méthodes, des CD et des radios pour faciliter son enseignement et son apprentissage.	5 ans
---	---	-------

Les réponses fournies ci-haut montrent qu'enseigner une langue étrangère sans ressources adéquates présente de vrais challenges pour les enseignants de cette langue. Au Lesotho, avant d'avoir les ressources pédagogiques telles que les manuels de français, les dictionnaires, les journaux, les magazines, les projecteurs, l'internet, l'électricité (dans une école qui est situé très loin de la ville), les CDs et les radios, il était difficile d'enseigner le français mais une fois que les établissements ont pu se disposer de ces supports, les conditions d'enseignement ont amélioré puisqu'afin d'habituer les apprenants aux sons français, il faut une radio et des CDs.

Nous pouvons donc constater que le projet pilote progresse petit à petit car dans les établissements pilotes en ce moment, il y a des supports pédagogiques qui n'étaient pas là auparavant. Notamment, il y a des manuels de français, des radios et des CDs. Ces mêmes supports peuvent servir de motivations puisque les jeunes aiment la radio et ils aiment écouter des clips audio et de la musique. Comme il est indiqué dans le *Curriculum and Assessment Policy* (2009 : 3), dès son indépendance, le gouvernement lesothan donne priorité aux réformes éducatives qui répondent aux besoins développementaux du pays, alors l'introduction de la langue française en 2010 correspond à ces réformes éducatives ce qui permet également de

répondre aux besoins linguistiques du pays sachant que le Lesotho est un pays tout à fait bilingue à part les langues régionales qui sont plus ou moins marginalisées.

Tableau 5.3 : les expériences de répondant 3

Participant	Expérience	Années de pratique
3	Pour ce participant, l'enseignement de français le stimule et les apprenants l'aiment beaucoup. Néanmoins, ce même métier présente un défi car les professeurs enseignent à de très grandes classes et ils ne peuvent pas répondre individuellement aux besoins de chaque apprenant.	4 ans

Au Lesotho, les écoles publiques sont caractérisées par les salles de cours qui sont surpeuplées. Il serait intéressant de savoir si cette situation est unique au Lesotho ou elle existe dans d'autres pays africains. Bien que cette situation ne soit pas propice à l'apprentissage et à l'enseignement du Français Langue Etrangère, le Lesotho en tant que membre de la communauté internationale a adopté l'accord international sur l'éducation pour tous. Alors chaque enfant au Lesotho doit être scolarisé à tout prix. Ainsi la surpopulation dans les salles de cours ne présente pas de nouveau phénomène au Lesotho. C'est la réalité dans les écoles publiques surtout dans les zones urbaines car beaucoup de monde y habite.

Tableau 5.4 : les expériences de répondant 4

Participant	Expérience	Années de pratique
4	Au début de sa profession comme enseignant de français, il a trouvé son métier très difficile mais après les stages annuels qui sont organisés par le Ministère de l'Education du Lesotho et l'Ambassade de France, l'enseignement de français est devenu intéressant et les apprenants sont motivés bien qu'ils aient besoin de dictionnaires.	3 ans

Ces résultats révèlent qu’au début de leur profession comme enseignants de français, beaucoup de professeurs qui ont participé à cette étude, ont trouvé l’enseignement du français difficile. Pour ceux qui ont commencé leur pratique dès le début du projet sur l’introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho en 2010 quand il n’y avait pas de ressources pédagogiques qui sont évoquées dans les paragraphes précédents, ils ont exercé leurs métiers dans les conditions les plus difficiles.

Tableau 5.5 : les expériences de répondant 5

5	Néanmoins, ce professeur trouve l’enseignement du français intéressant car il permet aux apprenants et aux professeurs d’apprendre de plus sur d’autres langues qui se trouvent dans le monde	3 ans
---	---	-------

Selon répondant 5, il trouve l’intérêt dans l’apprentissage du français et d’autre langues du monde bien qu’il ne précise pas ces langues. Il a l’esprit des langues car il inclut dans sa réponse que l’enseignement de français lui permet d’apprendre d’autres langues du monde.

Tableau 5.6 : les expériences de répondant 6

6	Il trouve l’enseignement du français dans les écoles secondaires au Lesotho comme un défi car il n’y a pas assez de supports pédagogiques à utiliser.	2ans
---	---	------

A la lecture du tableau ci-dessus qui présente la synthèse des réponses fournies par le sixième répondant, il est évident que la question des ressources pédagogiques concernant l’enseignement du français et d’autres équipements nécessaires à son enseignement et à son apprentissage présente un défi pour les professeurs dans certains établissements. Néanmoins, cette question est partiellement résolu parce qu’en comparaison au moment du lancement de ce projet, les conditions qui sont essentielles à l’enseignement et à l’apprentissage du français sont quasiment améliorées car au début, il n’y avait pas de ressources pour accompagner le projet du français dans les établissements pilotes.

Tableau 5.7 : les expériences de répondant 7

Participant	Expérience	Années de pratiques
7	Selon cet enseignant, l'enseignement du français est satisfaisant car il y a des manuels, des cahiers d'élèves et des CDs pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage du français au Lesotho. D'ailleurs, les stages pédagogiques pour les professeurs qui ont lieu deux fois par an aident beaucoup les enseignants de français.	2ans

Alors comme nous voyons dans le tableau ci-dessus, pour les quatre professeurs, l'enseignement de français dans les écoles secondaires au Lesotho est intéressant. Ils trouvent de l'intérêt dans la langue française parce qu'elle est nouvelle dans les écoles pilotes et selon eux, les apprenants aiment l'apprendre. Ce même professeur dit qu'il est satisfait des ressources pédagogiques qui sont mises à sa disposition pour faciliter l'enseignement du français dans son établissement.

Contrairement à l'image dépeinte ci-haut, répondants 1, 2 et 3 évoquent que pour eux, l'enseignement du français s'est présenté comme défi aux moments différents de leurs pratiques. Le moment le plus évoqué est celui du début de leurs professions. Comme il est indiqué ci-dessus, la question des ressources est à la base de ces défis.

En réponse à la troisième question du questionnaire (annexe 7, page 118), les répondants indiquent qu'en 2015, dans les 5 écoles dont les professeurs de français ont participé à cette étude, il y a 702 apprenants de français en *form A* et dans les quatre établissements, il y a plus de deux salles de français qui ont des effectifs de plus de cinquante élèves par classe.

Tableau 6.1 les effectifs de français en *Form A*

Participant	Nombre de classes	Effectifs par classe	Total
1	3	60 élèves	180
2 et 4 ²¹	4	25 élèves	100
3	4	54 élèves	216
5 et 7	1	56 élèves	56
6	3	50 élèves	150
Total	15 classes		702 apprenants

A la lecture de tableau ci-haut, nous constatons une situation de classes surpeuplées. Le ratio de professeur-apprenants est très déséquilibré. Ensuite, les résultats de cette situation ne sont pas propices à la performance maximale des apprenants car les professeurs ne peuvent pas répondre aux besoins spécifiques des individus mais ils traitent des besoins généraux. Cela est aussi souligné par répondant 3 comme un défi pour l'enseignement du français dans les écoles secondaires au Lesotho en réponse à la question qui précède.

Ensuite, pour la *form B* voici les effectifs pour 2015 et ce tableau est suivi par la discussion détaillé et l'analyse de la langue française en forme B.

Tableau 6.2 Les effectifs de français en *Form B*

Participant	Nombre de classes	Effectifs par classe	Total
1	3	60 élèves	180
2 & 4	4	25 élèves	100
3	4	54 élèves	216
5 & 7	4	45 élèves	180

²¹ Les participants 2 et 4, et les participants 5 et 7 viennent de la même école alors dans le cas des statistiques, nous considérons un questionnaire afin d'éviter les duplications des données.

6	3	50 élèves	150
Total	18 classes		826 apprenants

En 2014, il y avait beaucoup d'apprenants en forme A car cela est indiqué par les statistiques des apprenants qui ont passé à la classe suivante, c'est-à-dire *form B*. Ces établissements ont maintenu les mêmes chiffres qu'en forme A sauf l'école des participants 5 et 7 qui a réduit les effectifs en forme A en 2015 comme il peut être observé sur le tableau de la *form A*. Les participants 5 et 7 ont seulement une classe en *form A* et quatre classes de 45 apprenants en forme B la même année, cela dit qu'il y avait beaucoup d'apprenants en *form A* en 2014 alors que leur établissement a connu une réduction des effectifs en 2015 pour la *form A*.

Ce que nous voyons en 2015 dans l'école des participants 5 et 7 en *form B* présente la même situation des classes surpeuplées car nous ne voyons pas les mesures de réduire les effectifs de la part d'administration des écoles ou des proviseurs. Cela dit qu'il y a d'autres problèmes tels que l'infrastructure et des ressources humaines si la réduction des effectifs ne résulte pas en déduction d'apprenants dans les salles de cours de français.

Tableau 6.3 Les effectifs de français en *Form c*

Participant	Nombre de classe	Effectif par classe	Total
1	4	40 élèves	160
2 & 4	4	20 élèves	80
3	4	46 élèves	184
5 & 7	3	53 élèves	160
6	3	45 élèves	135
Total	18 classes		719 apprenants

Au Lesotho, la *form C* est une classe importante pour les élèves qui apprennent le français car ils reçoivent leurs premiers certificats du français et pour d'autres matières qu'ils font à ce niveau.

Cette classe est aussi primordiale pour les professeurs de français car ils évaluent leurs travaux de deux ans et demi quand ils ont introduit les apprenants à la langue française. Les examens internes permettent également l'évaluation formative mais ceux qui sont certifiés comptent le plus car ils reflètent le travail des professeurs et des apprenants ensemble. Alors pour l'année 2015, nous constatons une baisse des effectifs en *form C*. Normalement, cette réduction est imposée par frais des examens alors que pour certains élèves, ils abandonnent leurs études pour des raisons privées.

Ensuite, en forme D, nous constatons une nouvelle tendance dans les effectifs de français parce que les classes de français diminuent. A ce stade, les apprenants ont la liberté de choisir s'ils veulent continuer à apprendre la langue française.

En 2015, il y a 82 apprenants qui veulent continuer à apprendre le français et ce chiffre restera le même pour 2016 car ils vont continuer à la *form E* avec les matières choisies en *form D* sauf ceux qui quittent l'école. Les professeurs qui enseignent à ces groupes seraient soulagés de grands effectifs connus à partir de *form A* jusqu'en *form C* car les effectifs sont réduits et cela dit que les manuels seraient adéquats pour tout le monde alors que dans les trois dernières classes, les apprenants partagent les manuels de français car il y a beaucoup plus d'apprenants que des manuels.

Tableau 6.4 Les effectifs de français en *Form D*

Participant	Nombre de classe	Effectif par classe	Total
1	0	0	0
2 & 4	1	30	30
3	1	10	10
5 & 7	1	12	12
6	1	30	30
Total	4 classes		82 apprenants

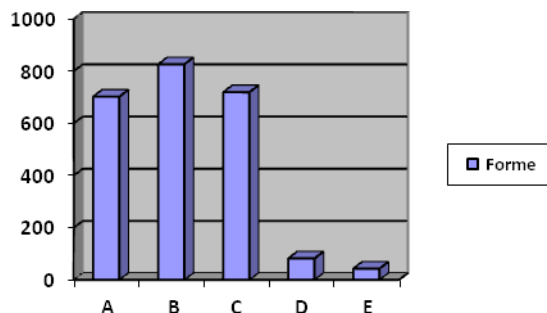
Parmi les professeurs qui ont participé à cette étude, un seul a dit que son établissement n'offre pas de français en forme D en 2015.

Tableau 6.4 Les effectifs de français en *Form E*

Participant	Nombre de classe	Effectif par classe	Total
1	0	0	0
2 & 4	0	0	0
3	0	0	0
5 & 7	1	13 élèves	13
6	1	30 élèves	30
Total	2 classes		43 apprenants

En 2014, il y avait deux écoles pilotes qui ont offert la langue française en *form D*. Cela est manifesté par sa continuité à la *form E* en 2015. La continuité de la langue française en *form E* démontre la pérennité de ce projet car cela montre que le français a pénétré tous les cinq niveaux du cycle de l'éducation secondaire au Lesotho. De même, cette information vérifie ce que le chef du curriculum a indiqué comme le manque de confiance des professeurs car ils ne sont pas à l'aise d'enseigner le français au niveau avancé de l'éducation secondaire.

Graphique 2 : la tendance des effectifs en français selon les niveaux



L'histogramme ci-dessus indique qu'en *form B*, il y a plus d'élèves qui s'inscrivent au français. Cette classe est suivie par le *form C* avec 719 apprenants, puis la *form A* avec 702 élèves. En tout, le total des apprenants qui font du français dans les écoles étudiées est de 2372 étudiants. Ces chiffres ont un impact positif sur la population qui apprend le français dans le monde. A l'inverse de ce que nous avons remarqué dès *form A* à *form C* en termes de gros effectifs, nous constatons une diminution des effectifs à partir de *form D* jusqu'à la *form E*. Le fait que la langue française est obligatoire dans les trois premières phases de l'éducation secondaire donne à cette langue l'ampleur qui est surligné ci-haut alors que le choix accordé aux étudiants en *form D* mène à la réduction des effectifs révélés dans cette *form*. Le Ministère de l'Education lesothan assure que tous les apprenants qui commencent leur éducation secondaire dès 2010 ont les bases de la langue française. C'est-à-dire qu'ils peuvent communiquer et comprendre les bases de la langue comme les présentations, les salutations, demander des informations et répondre aux questions simples en français.

En réponse à la cinquième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), les sept répondants ont indiqué que la langue française a été enseignée dans leurs établissements depuis l'année indiquée dans le tableau qui suit.

Tableau 7 : L'année de l'enseignement de français dans les établissements

Participant	L'année
1	2009
2 & 4	2010
3	2010
5 & 7	2010
6	2000

Le tableau ci-dessus nous montre que la langue française a été enseignée dans certains établissements avant le lancement du projet qui pilote son enseignement et son apprentissage au Lesotho. L'établissement qui a déjà commencé à enseigner le français pour plusieurs années c'est celui qui a offert cette langue depuis 2000. L'école qui suit est celle qui a introduit la

langue française en 2009. Selon le tableau ci-haut, trois écoles ont introduit le français en 2010 suivant le lancement du projet pilote sur l'introduction de français dans les établissements secondaires au Lesotho en 2010.

De surcroît, en réponse à la sixième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), les répondants ont souligné qu'il y a plusieurs professeurs de français dans leurs établissements. L'information sur le nombre des professeurs dans chaque établissement qui est représenté dans cette étude est présentée dans le tableau qui suit.

Tableau 8 : Le nombre de professeurs de français dans les établissements des répondants

Participant	Nombre des professeurs
1	3
2 & 4	3
3	3
5&7	3
6	4
Total	16 professeurs

Selon les chiffres dans le tableau ci-haut, il paraît que dans les écoles pilotes, il y a environ trois professeurs de français par établissement et cela marque l'épanouissement du français au Lesotho. L'introduction de français dans les écoles secondaires au Lesotho a créé l'emploi pour les Lesothans qui se sont spécialisés en français à l'université. Cette langue est une langue qui crée des opportunités car ceux qui l'ont choisie ont l'occasion de voyager en France lors des stages de professeurs du Français Langue Etrangère.

D'ailleurs, comme l'Afrique du Sud qui a déjà eu onze langues officielles lors des réformes de son système éducatif en 1994 mais a quand même choisi la langue française comme langue étrangère pour accompagner son développement, le français en tant que langue de développement est important et sa valeur pour le Lesotho est indéniable. Cela veut dire que le Lesotho va aussi bénéficier de nouveaux rapports qu'il va entamer avec les pays de l'Afrique du

Nord et de l'Afrique de l'Ouest grâce à l'introduction de la langue française dans son système éducatif.

De plus, dans leurs réponses à la septième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120) les professeurs qui ont participé à cette étude sur la promotion de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho signalent que la plupart des apprenants aime la langue française. Néanmoins, il y a deux répondants dont les apprenants montrent les attitudes positive et négative vers la langue française comme les perceptions des apprenants sont résumées dans le tableau qui suit.

Tableau 9 : Les perceptions des apprenants vers la langue française

Participant	1	2 & 4	3	5 & 7	6
Perceptions des apprenants					
Positive	X	X	X	X	X
Négative	X		X		

Ce que nous comprenons de ce tableau ci-dessus c'est le fait que les apprenants tiennent toujours des perceptions différentes envers les matières qu'ils font à l'école soit les langues, les sciences soit les mathématiques. Parfois ces perceptions changent quand ces apprenants reconnaissent la valeur de ces matières pour leur avenir. C'est pourquoi pour certains, ils ont des perceptions divers envers la langue française.

Pour répondre à la huitième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), les répondants ont donné un éventail des actions qu'ils mettent en place pour motiver leurs apprenants. Le tableau ci-dessous révèle ces actions comme elles sont évoquées par les professeurs qui ont participé à cette étude.

Tableau 10 : Les actions pour motiver les apprenants de français

Participants	Les actions pour motiver les apprenants
1	<ul style="list-style-type: none"> - Travaille beaucoup sur la compréhension orale car les apprenants l'aiment et la préfèrent - Utilise les images et les objets comme les supports pédagogiques. - Ecrit des remarques positives sur leurs rédactions.
2	<ul style="list-style-type: none"> - Passe les chansons françaises. - Fais du théâtre et des poèmes français. - Parle français avec les apprenants à l'extérieur de la salle de cours
3	<ul style="list-style-type: none"> - Encourage aux apprenants à apprendre les chansons françaises, d'écouter RFI et de parler français en tant que possible. - Participe aux journées francophones et aux fêtes de la langue française.
4	<ul style="list-style-type: none"> - Les apprenants participent aux théâtres français. - Ils aiment aussi entendre les professeurs quand ils parlent français entre eux. - Le professeur lit les rédactions des apprenants à haute voix.
5	<ul style="list-style-type: none"> - Le professeur organise des jeux avec les apprenants. - Les apprenants écoutent de la musique française. - L'enseignant explique l'importance de la langue française aux apprenants. - Le professeur donne des cadeaux aux apprenants qui ont bien fait.
6	<ul style="list-style-type: none"> - Le professeur montre aux apprenants les avantages d'apprendre la langue française car elle est une langue officielle dans les Nations Unies et dans l'Union Européenne.
7	<ul style="list-style-type: none"> - Persuade les apprenants de bien considérer la langue française car elle est reconnue mondialement comme la seconde langue internationale après l'anglais. Cela dit qu'elle donne plus d'opportunité au marché international du travail.

Comme nous avons vu dans le tableau qui précède, les résultats indiquent que les professeurs de français utilisent des approches différentes pour motiver leurs apprenants y compris les

chansons, les jeux et le théâtre. De la même manière, ils utilisent également des arguments fonctionnels en faveur de la langue française comme son utilité au sein des institutions internationales telle que les Nations Unies.

Puis, nous constatons l'importance de la langue parlée comme une façon de motiver les apprenants puisque ces participants 2, 3 et 4 indiquent qu'ils encouragent leurs apprenants de parler français. D'ailleurs, ces participants montrent que leurs apprenants aiment écouter leurs professeurs quand ils parlent français.

De plus, en réponse à la neuvième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), les répondants ont donné des réponses similaires car il s'agit de la diffusion de la langue française dans toutes les écoles secondaires au Lesotho. Pour bien comprendre leurs propos sur l'avenir du français au Lesotho, le tableau ci-dessous nous aide à comprendre.

Tableau 11 : Les moyens d'assurer la pérennité de français au Lesotho

Participant	Réponses
1	- Pour être répandu dans les autres établissements qui ne constituent pas le projet pilote de l'introduction du français.
2	- Etant la deuxième langue internationale après l'anglais, il peut être introduit dans toutes les écoles dans le pays.
3	- Pour la langue française d'être enseigné dans tous les établissements de l'éducation secondaire.
4	- Que tout le monde au Lesotho apprenne le français car il est une langue internationale.
5	- Il n'a pas répondu.
6	- Ça dépendra à la volonté politique.
7	- En introduisant la langue française dans tous les établissements secondaires au Lesotho.

Pour les six participants qui ont répondu à la question neuf qui concerne l’avenir du français au Lesotho, ils insistent sur l’introduction du français dans les écoles qui ne font pas partie du projet pilote de l’introduction du français. Cela renvoie aux 364 établissements secondaires et par ces réponses, nous remarquons la situation dans laquelle la diffusion de la langue française est encouragée par les professeurs de français dans les écoles qui pilotent son enseignement au Lesotho. Cela affirme la constatation faite auparavant dans les paragraphes précédents que les professeurs de français dans les écoles secondaires au Lesotho sont les agents pour la promotion de l’enseignement et de l’apprentissage du français dans ce pays.

De plus, leurs réponses soutiennent le vœu du responsable du curriculum des écoles secondaires au Ministère de l’Education lesothan car elle a dit pendant l’interview (annexe 3, page 120) qu’elle souhaite que la langue française soit introduite dans tous les établissements au Lesotho parce qu’elle veut que les élèves grandissent dans un milieu plurilingue.

D’ailleurs, en réponse à la dixième question du questionnaire (annexe 7, page 120) qui se focalise sur les réussites et les échecs du projet pilote sur l’introduction de français dans les onze écoles secondaires au Lesotho, selon le premier répondant, ce projet a réussi sur les points qui sont surlignés dans la première colonne du tableau qui suit. Nous signalons que les échecs et les facteurs contributifs sont abordés dans les colonnes deux et trois de ce même tableau.

Tableau 12.1 : Les réussites et les échecs du projet pilote de français selon répondant 1

Réussites	Echecs	Facteurs contributifs
<ul style="list-style-type: none"> - Les examens nationaux du français qui se passent annuellement depuis 2012. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque de professeur. - Les classes avec de nombreux apprenants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les efforts concertés des parties prenantes contribuent à la réussite. - Le fait que le français est obligatoire en forme A jusqu’en

<ul style="list-style-type: none"> - L'introduction du français en forme D et en forme E. - Les effectifs importants en forme A. - Les apprenants des écoles secondaires qui ont passé le DELF A2 en 2014 		forme C résulte en cet échec.
--	--	-------------------------------

La réalité connue par les professeurs de français dans la plupart des écoles pilotes est celle des classes surpeuplées. Cela présente un défi aux enseignants de la langue française car ils ne peuvent pas bien aider les élèves faibles.

Cette constatation est très intéressante puisque cette réalité qu'affrontent les professeurs dans les écoles qui pilotent le projet de l'enseignement et de l'apprentissage de français en Forme A jusqu'en forme C n'est pas unique à la langue française mais c'est le même dilemme pour tous les professeurs qui enseignent à ces mêmes groupes les matières différentes. Ce que nous pouvons remettre en question c'est le système d'éducation lesotho en ce qui concerne les effectifs prévus dans les cours des langues étrangères afin d'assurer un dispositif d'enseignement de bonne qualité.

De plus, suivant le vœu du responsable du curriculum secondaire au Ministère de l'Éducation, il semblerait que le Ministère de l'Éducation au Lesotho néglige les paramètres de qualité dans les écoles secondaires du pays. Néanmoins, ce premier répondant a réussi à tirer des réussites du projet pilote malgré la défaillance commune au sein du secteur de l'éducation dans le pays. En plus, l'étude maintient toujours son but de promouvoir l'enseignement et l'apprentissage de la langue française dans les écoles secondaires au Lesotho parce que le projet pilote ne capte pas une bonne représentation des écoles secondaires dans le pays. Selon notre calcul, l'échantillon

des écoles pilotes qui serait représentatif des 364 établissements qui ne font pas partie du projet pilote s'élèverait à au moins 112 établissements, chiffre que le Ministère de l'Education est loin d'atteindre.

Pour le deuxième répondant, en réponse à la même question que celle qui précède stipule les réussites et les échecs du projet pilote de l'introduction du français comme ci-dessous ;

Tableau 12.2 : Les réussites et les échecs du projet pilote de français selon répondant 2

Réussites	Echecs	Facteurs contribuant
<ul style="list-style-type: none"> - L'introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho est une réussite jusqu'à ce jour. - Les apprenants et les professeurs se sont habitués à l'enseignement et à l'apprentissage du français. - Le Ministère de l'Education et l'Ambassade de France soutiennent le projet suffisamment en termes des ressources pédagogiques et de formation continue. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'exclusion des professeurs de français pendant les préparations des examens nationaux de français. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les efforts concertés des parties prenantes. - Le soutien pour le projet. - L'exclusion des professeurs.

L'exclusion des professeurs de français lors de préparation des examens nationaux en français défavorise les professeurs de leurs droits à la matière de français. D'ailleurs, cela soulève plusieurs questions sur les compétences de l'examineur et s'il considère les niveaux des apprenants en français. Ce professeur se demande si l'examineur de français est au courant des méthodes qui sont utilisées pour enseigner le français et leurs contenus. Cela suscite des questions sur le spectre du contenu présenté par l'examineur.

Par ailleurs, le troisième répondant qui a participé à cette enquête, indique que la surpopulation dans les salles de cours de français contribue aux mauvaises performances de la part des apprenants. Le fait que de bons résultats ne se distribuent pas également autour des écoles pilotes montrent qu'il y a des problèmes quelque part dans le système de l'éducation au Lesotho. Les réponses de ce répondant à cette dixième question du questionnaire sont présentées ci-dessous.

Tableau 12.3 : Les réussites et les échecs du projet pilote de français selon répondant 3

Réussites	Echecs	Facteurs contributants
<ul style="list-style-type: none"> - L'enseignement du français dans les écoles secondaires au Lesotho est une réussite en elle-même. - Les élèves dans les écoles pilotes ont passé le DELF A2. 	<ul style="list-style-type: none"> - Trop peu d'écoles produit les bons résultats en français 	<ul style="list-style-type: none"> - L'essor du français dans les écoles secondaires. Parce que le projet pilote sur l'introduction de français a résulté à sa réussite. - Les examens DELF indique une réussite puisque du lancement de projet sur l'enseignement du français en 2010, les apprenants dans les

		écoles secondaires au Lesotho ne passent pas les examens DELF. - Plusieurs écoles ne produisent pas de bons résultats en français et cela contribue à la mauvaise performance.
--	--	---

Pour le quatrième professeur qui a répondu aux questionnaires, il évoque les réussites et les échecs de projet pilote sur l'introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho comme ci-dessous.

Tableau 12.4 : Les réussites et les échecs du projet pilote de français selon répondant 4

Réussites	Echecs	Facteurs contribuant
<ul style="list-style-type: none"> - Les professeurs parlent français entre eux. - Les apprenants aiment le français. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il y a moins de stage dans les pays francophones. Cela veut dire que les professeurs ont souvent leurs stages de formations continues au Lesotho. 	<ul style="list-style-type: none"> - La motivation - Le déficit des stages dans les environnements francophones.

Dans le cas de ce répondant, nous constatons une situation où les enseignants et les apprenants sont motivés par la langue française. Ils parlent cette langue et cela contribue aussi à stimuler la confiance des apprenants. L'atmosphère dans cet établissement est propice à la langue française et à son enseignement aussi qu'à son apprentissage. Cela peut aussi contribuer à sa diffusion car les apprenants eux-mêmes sont les agents qui peuvent contribuer à la dispersion de français dans les écoles qui se trouvent dans les mêmes zones que leur établissement.

Néanmoins, ce professeur remarque qu'il y a un manque de stages des formations pour les professeurs lesothans dans les pays francophones. Alors afin de renforcer la langue française, il est important d'offrir les stages dans les pays où la langue française est une langue de communication et une langue de travail comme au Congo, au Maroc et dans d'autres pays qui ont la langue française en partage.

De la même façon, le cinquième répondant, en réponse à la même question que celle qui précède déclare que plusieurs apprenants font bien dans les examens nationaux du FLE malgré la pénurie des ressources pédagogiques. Pour lui, l'engagement des professeurs est le facteur qui contribue à cette réussite. La réponse de ce participant est plutôt générale bien qu'il parle de son propre établissement. En considérant la réponse du troisième répondant, il y a des contradictions dans ses réponses et celles de répondant 4 sauf que l'école de professeur 5 c'est l'une qui performe bien dans les examens nationaux du français alors que celle de professeurs 3 qui ont 184 apprenants en forme C cette année ne fait pas assez bien. Voyez le tableau ci-dessous pour la réponse intégrale de ce répondant.

Tableau 12.5 : Les réussites et les échecs du projet pilote de français selon répondant 5

Réussites	Echecs	Facteurs contribuant
<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs élèves font bien en français pour les examens nationaux grâce aux travaux des professeurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - La pénurie des ressources pédagogiques. - Les élèves qui échouent les examens. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'engagement des professeurs. - Le manque des ressources pédagogiques.

En ce qui concerne la réponse de ce sixième répondant à la question 10 de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), pour lui, la durée de déroulement de projet sur l'introduction du français dans les écoles secondaires au Lesotho est un indicateur principal de réussite de ce projet. Néanmoins, il juge des ressources inadéquates pour l'enseignement et l'apprentissage de français comme échec. Voici le résumé de sa réponse ci-dessous.

Tableau 12.6: Les réussites et les échecs du projet pilote de français selon répondant 6

Réussites	Echecs	Facteurs contribuant
- C'est difficile de déterminer les réussites car l'enseignement du français est introduit il y a 5 ans et pour lui, c'est trop tôt de juger car le projet vient de prendre forme.	- Ressources inadéquates	- Les ressources inadéquates.

Il paraît que les matérielles pédagogiques ne sont pas adéquates dans les écoles qui pilotent le projet de l'introduction du français au Lesotho. Alors cela constitue l'échec du projet pour ce professeur. Néanmoins, les professeurs improvisent de temps en temps pour ressusciter leurs leçons.

Il nous convient maintenant de lire la réponse du septième répondant à la même question que ci-haut. Pour ce professeur, la réussite de ce projet est basée sur le bon travail des apprenants et au contraire, son échec reste avec les apprenants qui ne sont pas sérieuse avec leurs études de français. Selon lui, l'attitude des apprenants est le facteur qui contribue à ce résultat. Cette réponse nous amène sur un point de vue très important de l'éducation car les apprenants tiennent soient les attitudes positives soient les attitudes négatives envers toutes les matières. Cette perspective est plus inclinée à la motivation des apprenants.

Tableau 12.7: Les réussites et les échecs du projet pilote de français selon répondant 7

Réussites	Echecs	Facteur contribuant
- Ceux qui aiment bien la langue française travaillent bien.	- Il y a un grand nombre qui ne sont pas sérieuse avec leurs études de français.	- L'attitude des apprenants.

Ensuite, nous nous focalisons à la onzième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120) qui se penche sur les remèdes aux échecs que nous venons d'évoquer dans les réponses qui précèdent ci-haut. Nous présentons d'abord les réponses dans un tableau, puis la discussion de ces résultats suit.

Tableau 13: Les remédiations suggérées pour résoudre les échecs soulevés ci-haut

Participant	Remédiations suggérées
1	Réduire les effectifs dans les salles de français et d'offrir les stages réguliers pour les professeurs de français au Lesotho.
2	Inclure les professeurs dans les préparations des examens du français.
3	Réduire les effectifs du français en donnant le choix à ceux qui voudraient l'apprendre.
4	Avoir les stages pédagogiques des professeurs du français dans les pays francophones.
5	Le gouvernement devrait fournir les équipements tels que les radios et il devrait construire les laboratoires de langues dans les écoles.
6	Accroître les stages pédagogiques
7	Les apprenants devraient étudier sérieusement.

Les professeurs qui ont participé à cette étude ont suggéré les différentes pistes pour remédier les échecs du projet pilote de l'introduction de français dans les écoles secondaires au Lesotho. Professeurs 1 et 3 pensent que la réduction des effectifs dans les cours de français aux écoles pilotes pourraient remédier certains échecs. Peut-être leur proposition contribuera à minimiser la mauvaise performance en français lors des examens nationaux. Ensuite, ayant constaté à travers cette étude qu'il y a de pénurie des ressources pédagogiques, la proposition de ces deux participants tiendra car la pression des grandes classes sur peu de manuels baissera et ces ressources pourraient être accessible aux apprenants qui font le choix du français volontairement.

Néanmoins ce que proposent ces deux répondants 1 et 3 pourrait marcher mais il y aura des implications négatives pour cette étude car son but est de promouvoir l'enseignement et

l'apprentissage du français dans les écoles secondaires puisque la réduction des effectifs de français affectera négativement la population qui apprend le français au Lesotho car elle baissera. D'ailleurs, comme le responsable du curriculum secondaire a indiqué que le Ministère de l'Education aimerait répandre l'enseignement de français dans tous les niveaux de système éducatif lesothan, leur proposition serait contre le vœu de l'état puisque cette réforme d'introduire la langue française contribuera au développement du Lesotho d'une façon ou d'une autre car le *Curriculum and Assessment Policy* (2009 : 3) précise que ce genre de réforme est prioritaire pour le pays.

En revanche, répondants 4 et 6 voient la fréquence des stages pédagogiques pour les professeurs de français comme une solution pour quelques uns d'échecs qui sont connues par ce projet. Dans sa réponse à la question 10 de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), participant 4 a soulevé les stages de formation continue pour les professeurs comme échec car selon lui, il y en a trop peu. Pourtant, ces stages sont nécessaires pour motiver les professeurs qui sont chargés de grandes classes, tenant compte au fait que dans ces groupes d'apprenants, il y a ceux qui n'aiment pas les langues mais ils les font parce qu'ils n'ont pas de choix sur les matières qu'ils fassent de *form A* jusqu'en *form C*. Alors si les apprenants ont le choix sur les matières qu'ils font comme c'est le cas en *form D*, la proposition de participant 7 tiendra car les apprenants étudieraient sérieusement.

Ensuite, pour répondant 2, l'exclusion des professeurs de français dans les préparations des examens nationaux est aperçue comme échec. D'après lui, l'inclusion des professeurs de français dans les préparations des examens est essentielle parce que les consultations entre le centre des examens et l'association des professeurs aideraient ces deux entités de bien se comprendre puis qu'elles ne connaissent pas les mandats de l'autrui.

Alors dans en dernier temps, répondant 7 suggère que le gouvernement à travers son Ministère de l'Education pourrait subventionner les équipements qui sont nécessaires pour l'enseignement et l'apprentissage du français comme les radios. Autant que le projet de l'apprentissage et de l'enseignement du français est au cœur du Ministère de l'Education au Lesotho, ce ministère

pourrait soutenir les établissements en les fournissant ces outils afin d'améliorer les performances des apprenants car pour les écoles qui ne réussissent pas les examens nationaux, le manque de ressources pédagogiques est le facteur contribuant comme cette étude a dépisté en question 10.

En réponse à la douzième question de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120), les sept répondants ont suggéré les réponses qui sont plus ou moins similaires comme nous pouvons établir dans le tableau qui suit parce qu'il reflète sur ces réponses.

Tableau 14: Les actions qui sont envisagées pour promouvoir la pérennité de français au Lesotho

Participant	Action envisagée
1	La langue française doit être enseignée non seulement dans les écoles pilotes mais elle doit être enseignée également dans tous établissements de l'éducation secondaire.
2	Plusieurs moyens pour financier des salaires des enseignants doivent être mises en place afin d'introduire la langue française dans d'autres écoles secondaires qui ne font pas partie des écoles qui pilotent le projet de l'introduction du français.
3	Le français doit être introduit dans plusieurs écoles.
4	La langue française doit être enseignée dans toutes les classes.
5	Le français doit être obligatoire dans toutes les écoles du pays comme l'anglais. Beaucoup de professeurs devraient être formé et devraient être garantis leurs salaires.
6	Embaucher davantage de professeurs de français et les former de toute façon possible.
7	Les émissions locales peuvent être télévisées en français, les journaux, et les médias de communication locaux devraient être en français à fin de motiver les apprenants. Les débats et les concours en français devraient avoir lieu au Lesotho.

Les sept professeurs qui ont participé à cette étude évoquent plusieurs pistes pour promouvoir la pérennité de la langue française dans le système éducatif lesothan. Pourtant, cinq de ces participants (participants 1, 2, 3, 4 et 5) voient l'introduction de la langue française dans les établissements qui ne font pas partie des écoles pilotes comme une façon de garantir la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho. La position de ces cinq répondants justifie cette recherche sur la promotion de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles lesothanes car les enseignants de cette langue souhaitent que tous les élèves au Lesotho aient l'accès à la langue française. Cette opinion est également partagée par le responsable du curriculum secondaire au Ministère de l'Education Lesothan.

Néanmoins, participants 6 et 2 pensent que les factures pour payer les salaires de plusieurs enseignants de français devraient être mise en place car il y aura besoin de plusieurs professeurs. Pour le dernier professeur qui est répondant 7, il est d'avis que la langue française doit être intégrée dans les différents médias comme les journaux, les radios et la télévision. Voyant que le média est une forme de publicité, il est évident qu'il peut contribuer à la promotion de la langue française au Lesotho car les différentes personnes se tiendront au courant de l'existence de cette langue dans ce pays et ils voudraient se renseigner d'avantage en cherchant des informations qui sont pertinentes à la langue française au Lesotho.

Finalement, les sept répondants dans leurs réponses à la toute dernière question, qui est la treizième de la grille de questionnaire (annexe 7, page 120) ont donné les raisons suivantes pour lesquelles ils pourraient encourager aux autres d'apprendre la langue française :

Tableau 15: Les raisons pour lesquelles les répondants peuvent encourager à d'autres personnes à apprendre le français au Lesotho

Participant	Raisons
1	Parce que le français est une deuxième langue internationale alors ayant l'appris, on a plus de chance de décrocher d'emploi international.
2	Parce que beaucoup de pays africains ont le français comme langue officielle et

	il a le même statut au sein des Nations Unies dont le Lesotho est membre.
3	C'est l'une des langues les plus importantes.
4	Les gens aiment apprendre de nouvelles choses.
5	Il est l'une des langues les plus importantes et il propage très vite et très bientôt, il serait comme l'anglais. D'ailleurs, les gens voyagent dans les pays francophones où les gens ne parlent guère l'anglais.
6	Le monde est devenu un seul et un petit village alors la connaissance de français ajoute la valeur pour trouver l'emploi international.
7	Afin d'apporter les transformations ou les développements que la langue française peut amener au Lesotho.

Pour cette dernière question, les participants ont donné les réponses qui sont un peu désenchaînées car chaque professeur a ses propres raisons pour lesquelles il pourrait encourager les gens d'apprendre la langue française. Les deux professeurs dont leurs réponses portent certaines similarités sont répondant 1 et 6 parce que leurs réponses partagent l'aspect international de la langue française et la possibilité d'emploi au marché international grâce à la connaissance de cette langue. Selon ces deux professeurs, la dimension internationale de la langue française présente plusieurs opportunités à ceux qui l'ont appris. D'abord, l'apprenant de français est un citoyen international car il pourrait traverser les frontières des pays francophones sans barrières de langue pendant les voyages et pour étudier. Dans cet égard, les réponses des participants 3 et 5 sont pertinentes car elles s'appuient sur l'importance du français dans le monde à cette ère de mondialisation.

D'après la Synthèse de l'OIF (2010 : 9), la langue française est une langue d'enseignement et l'une de rares langues apprises dans quasiment tous les pays du monde. Alors de cette citation de l'OIF, nous apercevons la perspective internationale de la langue française car elle est présente dans tous les pays du monde. Alors ayant constaté cette perspective de la langue française, il est important de promouvoir son enseignement et son apprentissage dans les écoles au Lesotho car ce pays est le membre des organisations internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation Générale du Travail, la Croix Rouge, l'Union Postale Universelle, le Comité

Olympique International et dans plusieurs institutions régionale en Afrique auxquelles le Lesotho appartient. C'est d'ici que la raison de répondant 2 retrouve sa force.

Ensuite, la réponse de répondant 7 s'enracine dans les réponses des participants 1, 2, 3, 5 et 6 comme elles sont discutées dans les paragraphes qui précèdent, puisque tous les éléments qui sont abordés dans les discussions mènent au développement des pays car les pays se transforment à cause des conventions internationales des organisations dont ils font partie. Dans cette partie de l'étude, le rôle du français comme langue de développement est mis en évidence car l'Observatoire de la langue française de l'OIF (2012 :1) met en valeur la présence de la langue française dans les cinq continents qui sont confrontés à des contextes économiques, climatiques, écologique, commerciaux et géostratégiques très divers qui inclut la régulation financière. Cela veut dire que la langue française est la lingua franca pour discuter les solutions à ces problèmes mondiaux.

Puis, sans négliger la réponse de répondant 4, qui estime que les gens aiment apprendre les nouvelles choses, cela est justifié par la réponse de participant 3 dans cette étude à la question 2 (annexe 7, page 120) qui porte sur sa perception à l'enseignement de français dans les écoles secondaires quand il indique qu'il a trouvé l'enseignement de français dans les écoles secondaires au Lesotho stimulant parce que les apprenants aiment apprendre les nouvelles choses. Cela n'applique non seulement aux apprenants mais aux être humaines en général car ils cherchent les valeurs qui se trouvent dans le nouveau produit, dans ce cas, la langue française au Lesotho et puis ils s'inscrivent pour l'apprendre. Alors cela dit que l'apprentissage et l'enseignement de la langue française au Lesotho est à l'essor dans le XXI siècle car c'est à l'ère de la mondialisation à laquelle les politiques linguistiques des pays devraient s'inscrire pour s'accommoder aux transformations qui accompagnent ce phénomène tels que les frontières qui sont ouvertes aux commerces, au mouvement des produits informatiques et aux mouvements humaines.

Pour conclure ce chapitre, nous nous contentons de dire que le projet pilote sur l'introduction de français au Lesotho ouvert la nouvelle perspective à la langue française dans ce pays car le

Ministère de l'Education lesothan veut augmenter les écoles secondaires qui enseignent le français dans le pays. C'est-à-dire que le français a trouvé son nouveau bassin au Lesotho, un pays qui est doté d'environ 2 millions d'habitants. De plus, le responsable du curriculum secondaire au Ministère de l'Education lesothan envisage l'introduction de français dans tous les niveaux du système éducatif du pays à tout prix car elle a indiqué que tous les apprenants lesothans devraient acquérir les notions de bases en français telle que les salutations et les présentations.

Ensuite, les sept professeurs de français qui ont participé à cette étude par voie de questionnaires sont pour l'introduction de français dans toutes les écoles secondaires du pays car quatre de ces professeurs ont montré que cette démarche pourrait être une façon de garantir la pérennité de la langue française dans le système éducatif du Lesotho. Puis nous avons constaté les réussites et les échecs du projet pilote de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho et jusqu'à quel point cette langue est importante pour le développement du Lesotho. En gros, la promotion de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho est un vaste projet qui exige l'engagement de toutes les parties prenantes afin d'assurer la continuité de français dans le système éducatif de ce pays.

Chapitre 5: Propositions, remédiations et solutions

Dans ce chapitre, l'étude préconise les mesures pour surmonter certains défis qui se sont manifestés au cours de cette étude afin d'améliorer le projet de l'apprentissage et de l'enseignement du français au Lesotho surtout dans les écoles secondaires du pays.

5.1 Propositions

En ce qui concerne le délais de l'ouverture de l'enseignement de français aux écoles qui ne font pas parties des établissements pilotes, nous proposons que le Ministère de l'Education lesothans et ses départements se renseignent sur les durées du pilotage des projets éducatifs car les projets de cette nature n'impliquent non seulement les écoles qui pilotent mais il implique également celles qui voudraient enseigner la matière concernée, dans ce cas, la langue française.

Ensuite, le fait que la langue française est la première langue étrangère d'être reconnue légitimement dans le système éducatif lesothan, la France devrait renouveler ses relations avec le Lesotho afin de soutenir le développement du Lesotho. Une façon de réaliser cette proposition c'est en valorisant la position de français dans le système éducatif lesothan en initiant les activités culturelles qui pourraient être soutenues par l'ambassade de France en Afrique du Sud. Cela rend cette langue l'opportunité de rayonner dans ce pays puisqu' il n'y a pas de concurrence sauf celle de l'anglais.

De plus, les professeurs de français trouvent leur motivation à travers les formations continues en français qui sont organisées par le Ministère de l'Education lesothan et l'Ambassade de France en Afrique du Sud. Les apprenants ont également l'envie d'être motivés afin de les montrer l'importance de la langue française dans leur vie à l'extérieur des salles de cours. Cette étude propose que les partenariats du projet sur l'introduction de français au Lesotho puissent cibler les jeunes dans ce pays car ils constituent la majorité du public qui peut diffuser la langue française dans d'autres régions du Lesotho et ailleurs en Afrique Australe. Ces partenaires devraient sponsoriser les activités des jeunes comme les sports, le théâtre et la musique car cela comblera la lacune entre les jeunes et la langue française. Ils auront les rapports améliorés vis -à-

vis la langue et la culture française car Lescure *et al* (2006) indiquent que la langue française a un rôle indéniable à jouer dans les domaines culturels mais aussi géopolitique et économique dans le monde. Les efforts en français qui impliqueraient les jeunes pourraient aussi contribuer à la promotion de la langue française car les gouvernements investissent le plus aux jeunes générations car l'avenir des pays reste avec eux.

Par ailleurs, une fois que les jeunes dans les écoles primaires remarquent le rôle qui joue la langue française dans la vie de leurs prédécesseurs, il est possible qu'ils choisissent la langue française pour leurs études secondaires et universitaires. Alors, pour diffuser la langue française au Lesotho et pour la promouvoir, il faut la mettre à la disposition des jeunes puisqu'au présent, bien que le français soit dans le curriculum du pays, il n'est pas présent dans les vies sociales et culturelles des apprenants. A cet égard, l'étude propose les échanges linguistiques pour les jeunes qui travaillent très bien en français et d'avoir les concours sur la promotion de la langue française au Lesotho.

En revanche, ayant constaté le manque de communication entre les parties prenantes dans le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho, nous proposons que le Ministère de l'Education lesothan et l'Ambassade de la France revoient certains contenus de leur accord sur ce projet puisque ce manque donne la mauvaise image au Ministère de l'Education car les personnes ressources soit au Ministère soit au bureau de l'attaché de coopération ne pourraient pas donner les statistiques des apprenants qui ont passé leurs examens en français jusqu'au jour. Dans l'avenir, il y aura d'autres chercheurs qui s'intéresseraient aux mêmes genres des données que ces deux partenaires ne peuvent pas donner.

Puis en ce qui concerne les salaires des professeurs de français qui pourraient être recrutés dans les dix écoles que le Ministère de l'Education compte d'ajouter sur les onze qui pilotent le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires du pays, le bureau de finance au sein de ce ministère devrait mener l'étude pour vérifier les statistiques des professeurs pour d'autres matières pour qu'il puisse réduire les nombres excessifs et équilibrer le

nombre des professeurs au tours des matières enseignées dans les écoles et selon les besoins manifestés pour l'enseignement et pour l'apprentissage de ces matières.

De la même importance, pour bien distribuer la langue française au sein des écoles secondaires au Lesotho, surtout dans les 364 établissements qui ne font pas partie du projet pilote sur l'introduction de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans ce pays, il est suggéré que les deux gouvernements qui sont responsables au projet initient le programme d'échange de jeunes professeurs dans lequel les locuteurs natifs de la langue français peuvent enseigner volontairement la langue française au Lesotho. Cela comblera l'écart de manque de français qui est ressenti dans la vie sociale des apprenants de français au Lesotho. Cela est affirmé par Johanson (2007) qui insiste que la promotion de la langue est une question prioritaire pour les pays qui ont le français en commun afin de le protéger et d'assurer sa survie. Cela ne profitera non seulement les écoles secondaires car bien l'Université Nationale du Lesotho manque des enseignants du français, alors ce geste d'échange bénéficiera le secteur de l'éducation du tout au tout.

Il est aussi suggéré que les personnes ressources dans les différents secteurs qui peuvent fournir des informations qui enrichissent la recherche comme le Centre d'Examen au Lesotho et l'attaché pour la promotion du français ouvrent leurs portes aux chercheurs car les informations cherchées pouvoir contribuer à l'ouverture des perspectives différentes concernant leurs pratiques car ils pourraient juger leurs activités à travers les résultats des recherches puisqu'elles serviraient comme feedback pour les aider à améliorer leurs interventions.

Par ailleurs, l'étude préconise l'Ambassade de France de relâcher son exclusion des apprenants lesothans dans le programme d'assistants linguistiques en France puisque les conséquences des erreurs qui ont été commises par les anciens étudiants ne peuvent pas être survécu par les étudiants de français à l'Université Nationale du Lesotho en 2015. Cela abat la motivation des apprenants qui apprennent le français pour améliorer leur pratique de la langue dans l'espace francophone.

Depuis que le projet pilote sur l'introduction de français dans les écoles secondaires au Lesotho a contribué à l'augmentation des effectifs de français à l'université nationale du pays, nous proposons à toutes les parties prenantes dans ce projet de créer les bases des données sur les candidats locaux qui ont complété leurs études en français afin de leur offrir les stages dans les institutions gouvernementales ou privées pour valoriser leur connaissance de français. D'ailleurs, cela pourrait être effectué en conjonction avec le programme de jeune professeur du FLE au Lesotho pour qu'ils puissent exercer volontairement leur profession dans les établissements qui souhaiteraient enseigner le français mais qui manque des moyens de le faire. De même, ces données contribueraient à la statistique de public qui apprend le français en Afrique Australe.

Ensuite, l'étude suggère que l'Université Nationale du Lesotho entreprend l'analyse des besoins en termes de matière offert par l'université afin de prendre une décision sur les matières qui sont plus soutenues au détriment d'autres par l'université en ce qui concerne l'infrastructure et la restauration des outils pédagogiques.

De plus, les institutions internationales de la francophonie devraient focaliser leur attention aux pays en voie de développement comme le Lesotho où le français a le potentiel de rayonner afin d'attirer beaucoup de nouveaux locuteurs de français comme langue étrangère. Cela donnera aussi l'envie aux autres membres de la population d'apprendre le français car une telle initiative exposera le Lesotho et ses habitants comme un nouvel état qui embrasse entièrement la langue française en tenant compte de l'histoire qui est partagée par le Lesotho et la France sur le plan éducatif comme nous avons vu dans le chapitre 4 dans l'interview de chef du Département de français à l'Université National du Lesotho. Cette histoire entre la France et le Lesotho est évoquée également dans le deuxième chapitre sous les relations entre ces deux pays.

Pourtant, les institutions comme le Conseil des examens nationaux au Lesotho devraient travailler côte à côte avec les associations des professeurs surtout pour les nouvelles matières comme la langue française parce que le conseil a beaucoup à apprendre des professeurs, par exemple les attentes du syllabus de français comme il est conçu par les professeurs qui l'ont

élaboré et les professeurs ont également beaucoup à apprendre sur l'évaluation de leur matière. D'ailleurs, le soutien professionnel de l'association des organismes comme le Conseil des examens et des proviseurs est central à l'évolution de l'association des professeurs de français au Lesotho.

En ce qui concerne les services de l'Alliance française en tant qu'institution chargée de la promotion de la langue et de la culture française au Lesotho, elle devrait organiser régulièrement les activités comme les journées des portes ouvertes afin de permettre au public de bien comprendre son rôle et ses activités. Cela pourrait également attirer beaucoup plus de monde vers l'apprentissage de français surtout les fonctionnaires qui travaillent dans les ministères qui traitent des enjeux plus répandus que locaux.

Comme nous avons vu dans les chapitres qui précèdent, la langue française a un avenir au Lesotho. L'Ambassade de France à travers son bureau de coopération des affaires internationales devrait soutenir des actions qui visent à promouvoir et à répandre la langue française au Lesotho telle que les activités de l'Association des professeurs de français au Lesotho. Elle peut également motiver les élèves qui ont appris le français au sein du projet pilote à travers une plate-forme d'amélioration de français après les études secondaires qui peuvent être basé à l'Alliance française de Maseru.

De plus, les professeurs sont les personnes ressources qui ont des renseignements sur ce qui se passe sur le terrain dans leurs domaines de travail. Ils sont encouragés de partager ces renseignements avec les enquêteurs afin d'améliorer les pratiques dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. La langue française, étant une nouvelle matière dans le curriculum du Lesotho affronte les défis qui sont pertinents aux recherches et les professeurs de cette matière devraient coopérer à tout niveau de recherche. Ainsi, l'étude propose aux futurs et aux présents stagiaires dans le domaine de l'enseignement/apprentissage du français langue étrangère d'approfondir les recherches sur la promotion du français dans le monde, en Afrique australe, au Lesotho et particulièrement dans les villes où se

situent les établissements publics et privés pour s'informer le mieux sur l'épanouissement de français dans ces endroits.

En revanche, pour les professeurs de français qui affrontent les attitudes négatives des apprenants vers la langue française, il faudrait intégrer les ressources pédagogiques comme les chansons surtout pour enseigner les concepts que les apprenants trouvent un peu difficile ou gênant. Comme il est indiqué dans l'interview avec la directrice de l'Alliance française de Maseru, ils devraient profiter des ressources qui sont disponibles dans ce centre comme des dvd, des cd et beaucoup de ressources référentielles qui pourraient les aider à changer les attitudes de leurs apprenants en les motivant.

En ce qui concerne les écoles qui n'offrent plus le français en forme D, il y a beaucoup de questions à poser sur le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. Pourquoi les établissements ne continuent pas à enseigner la langue française à ce niveau ? Est-ce une question de ressources ou de compétences des professeurs ? Les professeurs de français ne devraient pas oublier qu'en tant qu'enseignant, ils peuvent aussi mener des recherches sur les sujets qui les intéressent dans leurs domaines de travail surtout sur le champ de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho.

A cet égard, l'Institut français et l'Ambassade de France en Afrique du Sud devraient soutenir la recherche sur le français au Lesotho afin de stimuler les compétences des chercheurs francophiles au Lesotho. Cette démarche serait utile car elle permettra aux professeurs et aux chercheurs de trouver ou bien de suggérer les solutions pour les problèmes des écoles lesothanes qui offrent la langue française.

Pourtant, l'étude préconise également que les entreprises françaises devraient être encouragées à rechercher les opportunités d'investissement présentes au Lesotho car les peuples du Lesotho s'intéressent à la langue française. En mettant la culture et les traditions françaises près des Basotho, cela permettra à l'amalgamation des cultures et des industries qui s'installeraient au Lesotho comme en Afrique du Sud où il y a plusieurs entreprises françaises.

D'ailleurs, pour répondre aux professeurs de français qui ne sont pas heureux avec les examens nationaux de français, le Conseil des Examens Nationaux au Lesotho devrait nommer l'examineur de français parmi les enseignants de cette langue dans les écoles qui pilotent le projet en suivant ses procédures de recrutement comme il fait pour d'autres matières. Cela peut calmer les professeurs puisque l'examen préparé par un didacticien et quelqu'un d'autre qui connaît la langue est différent car le niveau de langue varie selon les professions de ces examinateurs.

5.2 Remédiations et solutions

D'abord, le remède contre le délai de l'ouverture du projet serait de mettre en disposition les informations concernant les logistiques nécessaires pour l'enseignement et l'apprentissage du français à fin de laisser les établissements de choisir s'ils seront capable d'offrir le français par eux même car il y aurait toujours des coûts associés à une telle démarche. Pour résoudre ce problème, se renseigner auprès des pays qui ont mené les mêmes projets servira bien un pays qui lance le projet pour la toute première fois car le pays ferait les bonnes estimations des durées de pilotage au lieu de piloter un projet sans une période précise.

De surcroît, en ce qui concerne les lacunes des informations concernant la durée du projet pilote de français au Lesotho, l'étude suggère aux parties prenantes de rentrer à table pour clarifier certaines informations concernant la durée de projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho qui semble de ne pas bien avoir discuté lors de planning du projet car cela a l'impact sur le projet puisque le public et bien le Ministère de l'Education appelle cette coopération le projet pilote quoiqu'elle qualifiera pour une autre appellation.

De la même façon, au sujet de l'augmentation du nombre d'établissements qui offrent le français, le Ministère de l'Education lesothan devrait décentraliser ses pouvoirs et permettrait à ses divers départements d'entreprendre certaines décisions surtout en ce qui concerne les enjeux importants comme l'ouverture du projet sur l'introduction de l'enseignement et de l'apprentissage du français aux établissements qui veulent introduire la langue française dans leurs programmes scolaires. Alors, nous proposons que le Ministère évalue les avantages pour le pays grâce à la

distribution de la langue française. D'abord, les relations entre la France et le Lesotho vont être améliorées et la coopération dans le secteur de l'éducation va être affectée positivement car le Lesotho constituera un nouveau bassin pour le français en Afrique australe.

Pour combler la lacune sociale et culturelle qu'affrontent les apprenants de français au Lesotho, le Ministère de l'Education au Lesotho et l'Ambassade de France en Afrique du Sud devraient se concentrer sur d'autres projets comme un programme de loisirs qui attireraient les jeunes afin de mettre en valeur les contenus proposés dans les méthodes de français utilisées dans les écoles pilotes et pour avancer les recommandations du Cadre Européen Commun de Références pour les langues car il envisage l'approche actionnelle à l'enseignement des langues.

Ensuite, les responsables du projet pilote sur l'introduction de français devraient considérer les professeurs de français à l'université Nationale du Lesotho pour former les nouveaux professeurs de français qui travaillent dans les écoles pilotes. D'ailleurs, les ateliers menés par les anciens professeurs dans les mêmes écoles aideront à minimiser les coûts de formation. Le Collège de l'Éducation du Lesotho qui se spécialise dans la formation des enseignants dans le pays devraient offrir des diplômes de formation dans l'enseignement du FLE aux étudiants qui se spécialisent en étrangères pour qu'ils puissent enseigner le français à partir de niveau primaire de l'éducation. Ayant constaté que la majorité de professeur qui est formée dans ce collège, commence leur métier dans les écoles primaires comme les enseignants d'anglais, de sesotho et d'autre matière, cela pourrait être possible pour le français. Il y en a ceux qui font les programmes de l'éducation secondaire mais ils ne sont pas beaucoup.

Puis, cette étude envisage aux secteurs qui ne sont pas ouverts à la recherche d'afficher les statistiques des activités différentes qui se passent dans ses murs par exemple, les statistiques des candidats qui se sont inscrites dans les examens des différentes matières au Lesotho et les statistiques des apprenants qui ont passé le DELF junior sur leurs sites afin de faciliter les recherches efficaces et de mettre les informations à la disposition des chercheurs.

Sur le plan de l'infrastructure, afin de résoudre le problème d'infrastructure pédagogique en ce qui concerne l'enseignement et l'apprentissage du français, le Département de français à l'Université Nationale du Lesotho devrait interpellier ses anciens étudiants et certaines institutions qui surveillent l'éducation supérieure dans d'autres pays pour contribuer vers la restauration de laboratoire de la langue française dans cette université.

De même, pour régler la pénurie des manuels de français dans les écoles qui pilotent le projet de l'introduction du français au Lesotho, le Ministère de l'Education et l'Ambassade de France devraient négocier avec les maisons de publications dans les pays francophones de fabriquer plusieurs exemplaires des méthodes de français langue étrangère car la situation dans laquelle les apprenants partagent les manuels dans le vingt-et-unième siècle est insupportable. Cela prend du temps pour gérer ces ressources disons que les enseignants doivent compter ces manuels au début et à la fin du cours pour vérifier que personne les abîme et les gardent. Néanmoins, ce manque est aussi une opportunité pour les professeurs du français au Lesotho de se réunir et de produire leur propre manuel.

Chapitre 6: Conclusion

Le Lesotho a intégré le français dans son curriculum des écoles secondaires pour des raisons principalement économiques. Néanmoins, d'autres relations étatiques peuvent émerger spontanément car l'enseignement et l'apprentissage d'une langue n'implique non seulement les outils de communication mais ils impliquent les transferts de culture et de savoir vivre. À partir de cette initiative, le Lesotho se met à la disposition des autres projets développementaux qui pourraient l'aider à accomplir ces objectifs internes au pays et d'aller au delà de ces mêmes objectifs. Alors il est important de promouvoir l'enseignement et l'apprentissage du français comme langue étrangère au Lesotho car le français partage avec l'anglais le privilège d'être enseigné sur les cinq continents du monde et pratiquement dans tous les pays auquel le Lesotho a des rapports d'une forme à l'autre.

La langue française est présente dans les cinq continents du monde et cela dit que le gouvernement lesothan à travers le Ministère de l'Education peut pénétrer les marchés d'emploi dans les pays francophones et dans les entreprises françaises qui sont basées en Afrique et dans d'autres pays non francophones. Cela veut dire qu'en introduisant la langue française dans son système éducatif, le Lesotho a résolu le manque qui est apparu dans les matières qui ont été offerts dans les écoles qui n'avait pas de langue internationale à part de l'anglais. D'ailleurs, la langue française progresse uniformément dans ce pays à travers le système éducatif du pays et il y a les démarches bilatérales entre le gouvernement lesothan et l'ambassade de France pour soutenir le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français dans les écoles secondaires au Lesotho.

De ce jour, le projet sur l'introduction de français dans le système éducatif lesothan a réussi énormément car de son lancement, les examens nationaux en français sont administrés depuis 2012 jusqu'au présent bien que le taux de réussite varient d'une année à l'autre. Egalement, les chiffres des professeurs de français au Lesotho ont augmenté. En 2010, il y avait moins de 20 professeurs de français dans les établissements pilotes mais aujourd'hui il y en a une trentaine. Ces professeurs sont formés successivement dans les stages de formation continue depuis le

début du projet. Pour les deux premières années du lancement de ce projet, les formations étaient organisées seulement une fois par an mais depuis 2012, elles ont lieu deux fois par an lors des vacances scolaires au Lesotho.

De plus, le projet de l'apprentissage et de l'enseignement du français dans les écoles secondaires est effectivement implanté. Le projet a connu plusieurs réussites telles que les examens nationaux de français ainsi que les élèves qui passent les examens du DELF scolaire. Pourtant, il y a certains défis tels que les classes surpeuplées en forme A et en forme B.

D'ailleurs, le projet de l'introduction du français dans le système éducatif du Lesotho promeut l'employabilité des candidats lesothans au marché d'emploi local car il est mis en évidence dans cette étude. Les bacheliers qui ont fait leurs licences en français langue étrangère sont employés au sein du Ministère de l'Education lesothan comme professeurs de français. Leurs chiffres qui augmentent constamment contribuent à la lutte contre le chômage. Ensuite, nous constatons de cette étude que l'enseignement et l'apprentissage du français au Lesotho contribue au développement économique du pays. La promotion de cette langue dans ce même pays créera davantage plus d'emploi dans l'avenir car le Ministère de l'Education veut augmenter les écoles qui pilotent le projet sur l'introduction de français au Lesotho par 10 établissements.

De la même façon, les professeurs de français et d'autres parties prenantes dans le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français souhaiteraient voir l'introduction de la langue française dans d'autres établissements secondaires qui ne font pas parties du groupe pilote. Cela donne de force à cette étude car elle préconise la diffusion et la distribution de français au Lesotho. La recherche conclut que la langue française a un avenir au Lesotho surtout si les recommandations qui sont faites soient mises en place.

En plus, la langue française a sa place dans le système éducatif lesothan car elle est la première langue étrangère pour être intégrée légalement dans le programme scolaire au Lesotho au niveau de l'éducation secondaire. Cette langue est importante pour le Lesotho car cette étude montre à travers les données récoltées auprès des différents répondants que le français est une langue de

développement. De surcroît, l'aspect international de la langue française le rend indispensable pour le développement du Lesotho et la croyance que la langue française permettra aux candidats lesothans de trouver d'emploi international et local reste. Ce qui est confirmé est que l'introduction de la langue française dans les écoles secondaires a créé de l'emploi pour ceux qui enseignent cette langue dans le pays.

Egalement, la langue française a le statut d'une langue étrangère au Lesotho mais elle est également soutenue par le Ministère de l'Éducation lesothan car son enseignement et son apprentissage est obligatoire de la huitième classe (*form A*) jusqu'à la neuvième classe (*form C*). Cela augmente la population qui apprend le français au Lesotho et contribue à la promotion de cette langue dans ce pays.

Alors, cette étude est pertinente pour le Lesotho parce qu'elle est vierge dans le domaine de l'apprentissage et de l'enseignement du français au Lesotho. C'est la première recherche qui s'intéresse à promouvoir l'enseignement et l'apprentissage du français dans les écoles secondaires du pays. Elle a réconcilié les statistiques des apprenants de français au Lesotho et cela la rend un document essentiel pour les références soit par les étudiants de français à l'Université Nationale du Lesotho soit par les personnes qui sont chargées du projet sur l'introduction de français au Lesotho.

Ainsi, ce mémoire sert à disséminer des informations entre les différentes parties prenantes dans le projet de l'enseignement et de l'apprentissage du français au Lesotho. L'utilisation de ce produit ne se limite pas au Ministère de l'Éducation et de l'apprentissage, mais il y a une utilité globale pour tous ceux qui s'intéressent au projet de l'introduction du français dans le système éducatif lesothan. Il est aussi disponible pour les proviseurs des écoles qui ont l'intérêt dans l'enseignement et l'apprentissage du français pour s'en servir comme un outil de communication car il aidera les proviseurs des écoles et le Ministère de l'Éducation à répondre aux questions qu'ils auront en relation avec l'introduction de français dans le curriculum du pays et dans leurs établissements en particulier. Cela veut dire que les proviseurs eux-mêmes ont besoin de ce

produit pour avoir tout prêts des arguments pour convaincre des parents de choisir le français pour leurs enfants bien qu'il soit être d'abord traduit en anglais.

En bref, cette étude exhorte les enseignants du FLE à regrouper leurs efforts vers la promotion et la diffusion de français au Lesotho et ailleurs. C'est la responsabilité de la communauté francophone à travers les différents moyens de faire vivre la langue française et de s'assurer de sa distribution et de son attractivité vers les voisins, les amis et les publics non francophones. Lescure (2006) nous invite à ;

« penser la promotion du français en termes de marketing et dans une perspective publicitaire postule, outre l'excellence du produit ou du contenu, la mise en exergue - la création s'il le faut, d'un besoin de français susceptible de lui ouvrir les marchés nouveaux que sont la conquête de la non francophone. Donnons aux peuples du monde des raisons extra-académiques d'apprendre le français ».

Bibliographie :

Alliance française de Maseru. (2008). Les Jalons de l'Alliance française de Maseru. Lesotho.

Agence Française de Développement consulté mardi 7/7/2015 sur www.afd.fr/home/pays

L'Année Francophone Internationale. 2006. CIDEF-AFI

Balibar, R., (1985) *L'insitution du français. Essai sur le colinguisme des Caroligiens à la République*. Paris : Presses Universitaires.

Belanger, M. (2008) Une conférence de presse lors du 12^e Sommet de la Francophonie à Québec. Reuter. Consulté mardi 7/7/2015 sur le Monde/fr

BOEN, (2011). ECJS Terminale. Questions de société. « Thème 2 : Pluralisme des croyances et des cultures dans une république laïque. Les politiques de la langue. Ministère de L'Education nationale. Eduscol

Brochure de l'Organisation Internationale de la Francophonie. « Le français une langue d'aujourd'hui et de demain. Politique intégrée de promotion de la francophonie.

Couvreur, A & F. Lehuede. (2002). Essai de Comparaison de Méthodes Quantitatives et Qualitative à partir d'un exemple : le passage à l'euro vécu par les consommateurs. Centre de Recherche Pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie. Cahier de recherche No 176, Paris, France

Crug, J. 2003. *Dictionnaire de didactique du français* Paris : CLE International

Defays, J.M & Deltour, S (2003). Le français langue étrangère et seconde : Enseignement et apprentissage. Mardaga

- Frederique, I. 2006. *Research on French Teaching in Eastern Africa: Opportunities and Challenges*_United States international University (USIU).
- Hervé, D. (2011). « Qu'est-ce que la recherche quantitative ? » Le libellion d'Aegis. Pp 47-58
- Johansson,S. (2007). La langue française en Europe. Institutionen For Kommunikation Och Information Franska.
- Le Petit Larousse illustré. (2006). Paris, France
- Lescure, R. & Chauvet,C. 2006. L'enseignement du français dans le monde : Entretien réalisé par Bernard et Jacqueline Branger. Centre Départemental de Documentation Pédagogique : Sarthe.
- The Magazine of French South African Chamber of Commerce and Industry. (2008) Exposé. Volume 1, Rosebank, Johannesburg
- Manyawu, A.T. (2007). “ French in Lesotho Schools Forty Years after Independence”. Journal of Contemporary Research. Vol,4, 88-100. LWATI, Swaziland.
- McLeod, G. (1989). A Certificate Geography of Lesotho. Longman, Lesotho
- Ministry of Education. (2009). Curriculum and Assessment Policy. “Education for Individual and Social Development”. Maseru. The Kingdom of Lesotho.
- Ministère de l'Education Nationale française (2012). ECJS- Terminale-Séries ESL sur <http://eduscol.education.fr/prog>
- Mission. 1997. « Mensuel protestant de mission et de relations internationales. » *Service Protestant de Mission*. DEFAP, N°69.

Mukenge, A. N & F. H. Sumbula (2006). “ La francophonie, les Alliances et le FLE : un trait-d’union du français en Afrique du Sud”

Mulinga, D.M. (2006) “*Managing French in East Africa: what place for French in National language policies?*” *Research on French Teaching in Eastern Africa: Opportunities and Challenges*. USIU.

Maurais, J. P. Dumond & J.M Klinkenberg. (2008). L’avenir du français.
www.books.google.com.hamel.com.nx

National Curriculum Development Centre. (2009). Needs Assessment and Drawing up of an Action Plan for the French Learning in Secondary Schools. Kingdom of Lesotho.

Ngamountsika, E. (2007). *Le français parlé en République du Congo : Etude Morphosyntaxique*. Résumé de thèse. Université Marien Ngouabi. Congo

Observatoire de la langue française de l’Organisation Internationale de la francophonie.
(2012). L’impact économique de la langue française et de la francophonie. Québec, Canada

Organisation Internationale de la Francophonie. (2010). *Synthèse : La langue française dans le monde*. Nathan, Paris

Organisation Internationale de la Francophonie. (2014). *La langue française dans le monde*. Nathan, Paris

Petit Larousse Compact. (2001). Dictionnaire français. Montréal, Canada

Perret, F., Verclytte, J., Arden, R., Diallo, A.B., Biache, R., Cousin, L., Fredriksen, B., Gauron, P.A., Jarousse, J.P., Ndoeye, M., North, X. & Prévost, A. (2007). *La*

coopération française face aux défis de l'éducation en Afrique : l'urgence d'une nouvelle dynamique. Comité de réflexion stratégique pour la coopération éducationnelle. Ministère des Affaires Étrangères et Européennes ; Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement.

www.salanguages.com (consulted on 4/5/2015)

<http://www.francophonie.org>

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article_imprim.php3?id_article=61039

ANNEXE 1

LA LISTE DES ETABLISSEMENTS PILOTES AU LESOTHO

1. John XXIII
2. Leribe English Medium
3. Maseru High School
4. Methodist High School
5. National University of Lesotho International School.
6. New Millennium English Medium School
7. Sefika High School
8. Sofia English Medium
9. St James High School Mokhotlong
10. Thetsane High School
11. Tsakholo High School

ANNEXE 2

Interview guide for the language officer at the National Curriculum Development Centre

I am Itumeleng Mokhele. I am studying towards my Masters Degree in the Teaching of French as the foreign language at the University of Cape Town. I am presently conducting a study on “the promotion of the teaching and learning of French in Lesotho secondary schools”. This is to fulfil the requirements of the degree. I humbly request you to spare not more than 45 minutes of your time and answer the questions in this interview guide.

1. How many schools are offering French under the French pilot project?
2. How does the centre support the French pilot project?
3. How many students are enrolled in French per school?
4. Has there been an increase in the number of schools since the launch of the project?
5. What resources are in place for the effective learning and teaching of French in pilot schools?
6. What are the successes of the project?
7. How many teachers of the French language have been employed since the launching of the project?
8. What are the challenges of the French project in Lesotho according to NCDC?
9. What are the prospects for the French language in Lesotho?
10. What strategies are in place to ensure the sustainability of the French project in Lesotho?
11. Initially, how many years was the pilot project scheduled to run?
12. Does the NCDC intend to roll out the subject to other schools which may be interested in teaching French? If yes, when?

Thank you for your participation!!!

ANNEXE 3

Interview guide for the Ministry of Education (Chief Education Officer- curriculum secondary schools)

I am Itumeleng Mokhele. I am studying towards my Masters Degree in the Teaching of French as the foreign language at the University of Cape Town. I am presently conducting a study on “the promotion of the teaching and learning of French in Lesotho secondary schools”. This is carried out in order to fulfil the requirements of the degree. I humbly request you to spare not more than 45 minutes of your time to answer the questions in this interview guide.

1. Why did the government of Lesotho decide to introduce French in secondary schools in Lesotho?
2. What are the current relations between Lesotho and France?
3. How is the French language important for local (Basotho) students?
4. What are the successes and failures of the project?
5. How does the Ministry of Education ensure the sustainability of the project?
6. For how long is the French pilot project scheduled to run?
7. What are the prospects for the French language in Lesotho?

Thank you for your participation in this study!!!

ANNEXE 4

Interview guide for the French lecturer at the National University of Lesotho

I am Itumeleng Mokhele. I am studying towards my Masters Degree in the Teaching of French as the foreign language at the University of Cape Town. I am presently conducting a study on “the promotion of the teaching and learning of French in Lesotho secondary schools”. This is to fulfil the requirements of the degree. I humbly request you to spare not more than 40 minutes of your time and answer the questions in this interview guide.

1. Why does the university offer French as a foreign language?
2. How many students have enrolled for French at first year in 2014-2015 academic year?
3. How many students are specialising in French language in the following years of study?

Year	Number of students	total
2nd		
3rd		
4 th		
Total		

4. Compared to the academic year 2013-2014, has there been an increase in the enrolment for French at the University? If yes, what are the causes for an increase and if no, what are the causes for a decline?
5. What are the prospects for the French language in Lesotho?
6. How can the teaching of French be maintained as the permanent feature of the Lesotho secondary education?
7. Would you encourage students to study French at any level of their education? If yes, why?
8. What challenges are faced by French language learners at the National University of Lesotho?

9. How does the university intend to overcome such a challenge?

Thank you for your participation in this study!!!

ANNEXE 5

Interview guide for the President of the French Teachers' Association in Lesotho

I am Itumeleng Mokhele. I am studying towards my Masters Degree in the Teaching of French as the foreign language at the University of Cape Town. I am presently conducting a study on “the promotion of the teaching and learning of French in Lesotho secondary schools”. This is to fulfil the requirements of the degree. I humbly request you to spare not more than 40 minutes of your time and answer the questions in this interview guide.

1. How many members does the French teachers' association have?
2. What role does this association play in the teaching and learning of French in Lesotho secondary schools?
3. What are the challenges faced by the French language in Lesotho?
4. What are the successes and failures of the pilot project?
5. How many French teacher's are there in Lesotho?
6. What is the geographical coverage of your association?
7. Which other international French institutions is the association affiliated to?

Thank you for your participation in this study!!!

ANNEXE 6

Interview guide for the Director at the Alliance française of Maseru

I am Itumeleng Mokhele. I am studying towards my Masters Degree in the Teaching of French as the foreign language at the University of Cape Town. I am presently conducting a study on “the promotion of the teaching and learning of French in Lesotho secondary schools”. This is carried out in order to fulfil the requirements of the degree. I humbly request you to spare not more than 45 minutes of your time to answer the questions in this interview guide.

1. What services do the Alliance française offer the local community?
2. How does the local public respond to the services offered by the Alliance française?
3. How many people are learning at the Alliance française in 2015 (adults and children)
4. Has there been an increase in the number of people learning French compared to 2014?
5. How many people were learning French at the Alliance française in previous years?

Year	Number of learners	
2013		
2012		
2011		

6. Being based in Lesotho as the Director of the Alliance française, what are the successes and failures of the French pilot project in Lesotho according to you?
7. Has the Alliance française attracted new subscribers as the result of the French pilot project? If yes how many? And why?
8. How many French teachers are members of the Alliance française in August 2015?

Thank you for your participation in this study!!!

ANNEXE 7

Questionnaire for French teachers Lesotho

I am Itumeleng Mokhele. I am studying towards my Masters Degree in the Teaching of French as the foreign language at the University of Cape Town. I am presently conducting a study on “the promotion of the teaching and learning of French in Lesotho secondary schools”. This is to fulfil the requirements of the degree. I humbly request you to spare not more than 45 minutes of your time and answer the questions in this questionnaire. All the information provided in this questionnaire shall remain confidential and the anonymity of the respondent shall be kept.

Name of the school: _____

1. When did you start teaching French? Give the year:
2. How do you find the teaching of French in Lesotho secondary schools? [support your answer]

.....

.....

.....

.....

.....

3. How many students are learning French in your school in 2015?
4. For each level how many classes are there?

Level	Number of classes	Student capacity per class
Form A		
Form B		
Form C		
Form D		
Form E		

5. For how long has French been taught in your school?
6. How many French teachers are there in your school?
7. How do your learners respond to the teaching and learning of French?

[] positively

[] negatively

8. What do you do to motivate your learners?

.....

.....

.....

.....

.....

9. What are the prospects for French language in Lesotho?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

10. What are the successes and failures of the teaching of French in Lesotho secondary schools? What contributes to the successes and failures?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

11. How do you think the failures could be remedied?

.....

.....

.....

.....

.....

12. What should be done to make the teaching of French a permanent feature of the Lesotho educational landscape?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

13. Would you encourage anyone to study French? Why?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Thank you very much for taking your time to respond to this questionnaire!!!